

Le caillou dans le soulier

La Piedra en el Zapato

no 4, printemps 2008



Dans ce numéro:

" Un État communautaire : le développement pour tous " : la seconde phase du Plan Colombie

Notes de conjoncture - la propagande Uribe

Le traité de libre-échange entre le Canada et la Colombie : sous le sceau de la prospérité et de la sécurité...

La compagnie canadienne Petrobank et son implication dans les crimes d'État en Colombie

Les agrocombustibles, ou comment se déguiser en vert † Les agrocombustibles au Canada

Quatre bonnes raisons pour arrêter les Olympiques de 2010 : "No olympics on stolen land"

Le Catatumbo: Conflit armé, firmes transnationales et organisation paysanne

Conversation depuis les entrailles de la bête, no1 (Prison la Picota)

Au-delà des murs - Campagne permanente de solidarité avec les prisonnier-ère-s politiques de la Colombie

Et un jeu! La Colombie en quelques mots...

Projet accompagnement solidarité Colombie

www.pasc.ca

Lorsque démocratie, programmes sociaux et respect des droits humains sont les nouvelles armes d'assujettissement :

" Un État communautaire : le développement pour tous " ¹

Sur le papier...

Le quotidien *El Tiempo* du 18 décembre 2007 annonçait que le congrès des Etats-Unis a finalement décidé de renouveler le financement du **Plan Colombie** (2001-2006) pour la nouvelle année 2008. Le financement souffrira d'une coupure de 43,4 millions de dollars, ce qui correspond à une réduction de 10% par rapport au budget 2006-2007. Nous parlons tout de même d'un budget de 544 millions de dollars US. Le fameux grand changement sur les orientations politiques des Etats-Unis, c'est la repartition du budget (puisque ce sont les Etats-Unis qui le décident) .

Tel que publié dans *El Tiempo* :

Plus d'argent pour les droits humains	Moins pour les militaires et les fumigations
- 20 millions de dollars US pour la Fiscalía, son département de droits humains et la mise en oeuvre de la loi de justice et paix	- 308 millions USD pour les forces militaires et la fumigation (450 millions les années antérieures)
- 8 millions pour des activistes de droits humains	
- 5,5 millions USD pour la réforme judiciaire	
- 3 millions USD pour la Procuraduria	
- 2 millions pour la Defensoria del Pueblo (organe de l'État en charge du respect des droits humains)	
- 750 000 USD pour le Bureau du Haut commissaire aux droits humains	
- 5 millions USD pour traitements médicaux, retrait de mines et communications	

Le Plan Colombie qui comprenait jusqu'alors un financement à 70% dédié au budget militaire et aux fumigations, n'investira à l'avenir que dans une proportion de 56% (308millionsUSD) dans la stratégie militaire donc investira moins dans le déplacement forcé des populations. **Devrait-on alors se rejouir de voir les autres 44% (236 millions USD) de ce budget famimeux alloué à la composante sociale du Plan Colombie?** En lisant le document de promotion du plan rédigé par le gouvernement colombien, on s'y méprendrait presque tant les mots "respect des droits humains", "développement durable", et "projet alternatif " apparaissent avec habileté (on dirait une demande de financement d'ONG). **Mais ces projets sociaux ne sont en fait que la dernière étape d'un plan bien établi visant à éliminer la paysannerie.**

Dans le document officiel, *Estrategia de fortalecimiento de la democracia y el desarrollo social* (2007-2013), il y a plusieurs affirmations qui parlent d'elles-mêmes ² :

" Pour améliorer le contrôle social et territorial, la force publique doit parvenir à être présente dans tous les recoins du territoire (...) pour ce faire, il faut étendre le réseau d'informateurs et développer des programmes sociaux exécutés en présence de l'armée redonnant ainsi confiance en cette dernière"

" Avec la certitude que l'ouverture des marchés augmente l'efficacité de la distribution des ressources, améliore en qualité et en quantité les conditions d'accès aux marchés, en positionnant les exportations nationales sur le marché mondial et dans le but de fortifier les relations politiques entre nations, le gouvernement colombien a établi un agenda d'intégration dynamique de la Colombie dans le monde :

- développer un agenda interne pour la compétitivité
- mettre en oeuvre un programme de revenu agricole sécuritaire
- réduire les coûts de productions des produits agricoles
- construire des infrastructures pour le développement

(...) pour parvenir à ces objectifs, il faut dépasser les limites que le marché local a imposé à la modernisation et à une forte croissance économique soutenue, il faut donc approfondir un modèle de développement tourné vers l'extérieur. (...) Le pays reconnaît l'importance de maintenir une macroéconomie saine comme prémisses à tout développement économique réussi.

¹ *Estrategia de fortalecimiento de la democracia y el desarrollo social* (2007-2013)

² Traduction libre

(...) La Colombie est donc consciente qu'elle doit se préparer à une ouverture maximale de son marché pour exploiter au maximum les opportunités qui s'offrent et relativiser les difficultés que tout processus de transition économique génère. Il faut créer les conditions de compétitivité nationale et locale qui attireront les investissements privés. (...) En milieu rural, il faudra promouvoir l'initiative entrepreneuriale mettant en œuvre des activités à forte valeur ajoutée (agro-industrie et tourisme) (...) et en finir avec les usages improductifs de la terre"

C'est donc en toute logique le développement d'un modèle ultranéolibéral imposé à l'aide de l'armée, en baissant les coûts de production, modernisant les moyens de production, ce qui mènera à un plus grand respect des droits humains (puisque comme l'affirme le programme, des ateliers sur les droits humains seront donnés aux forces armées). Le plus beau c'est qu'on dirait qu'ils finissent par croire leur baratin. Tout comme les politiques du FMI et de la Banque mondiale prétendent maintenir la paix dans le monde.

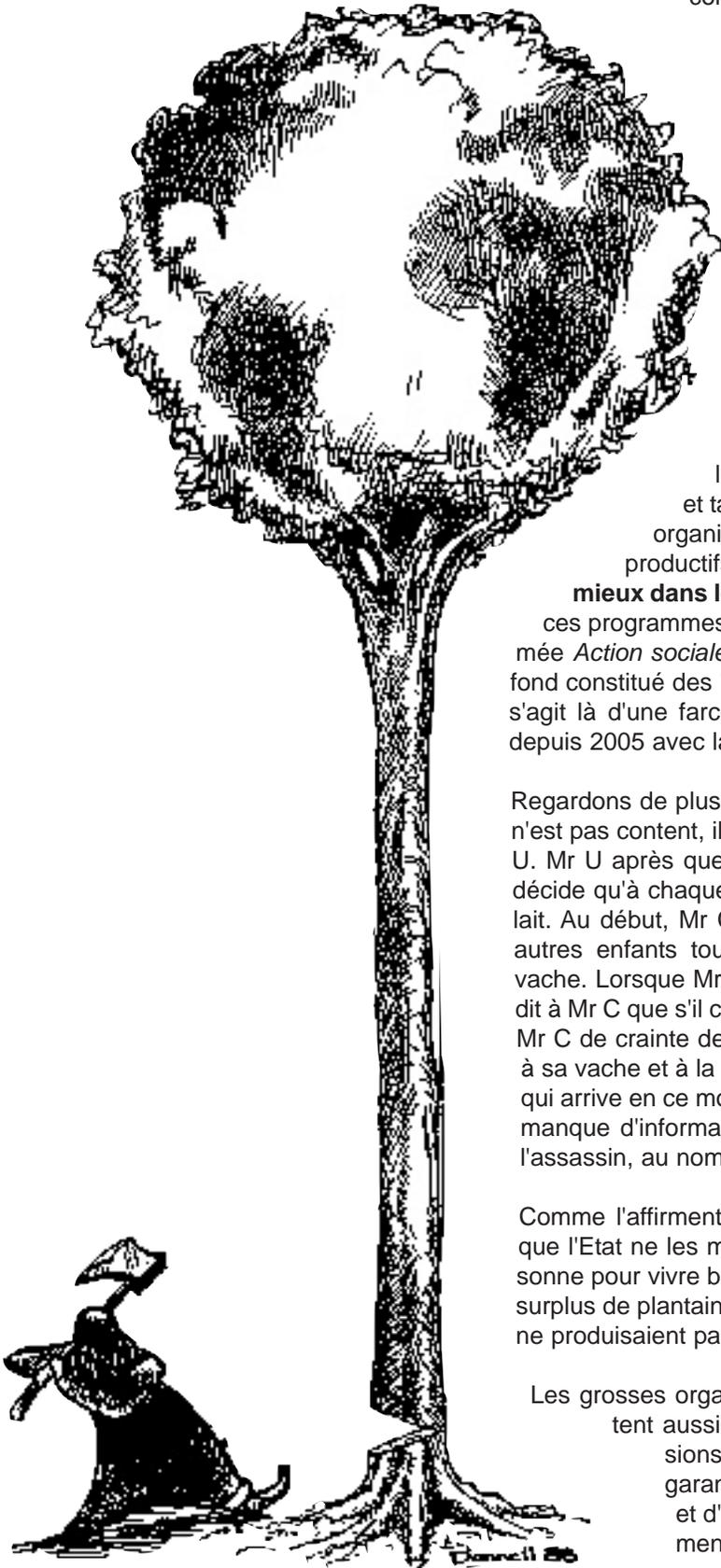
Sur le terrain...

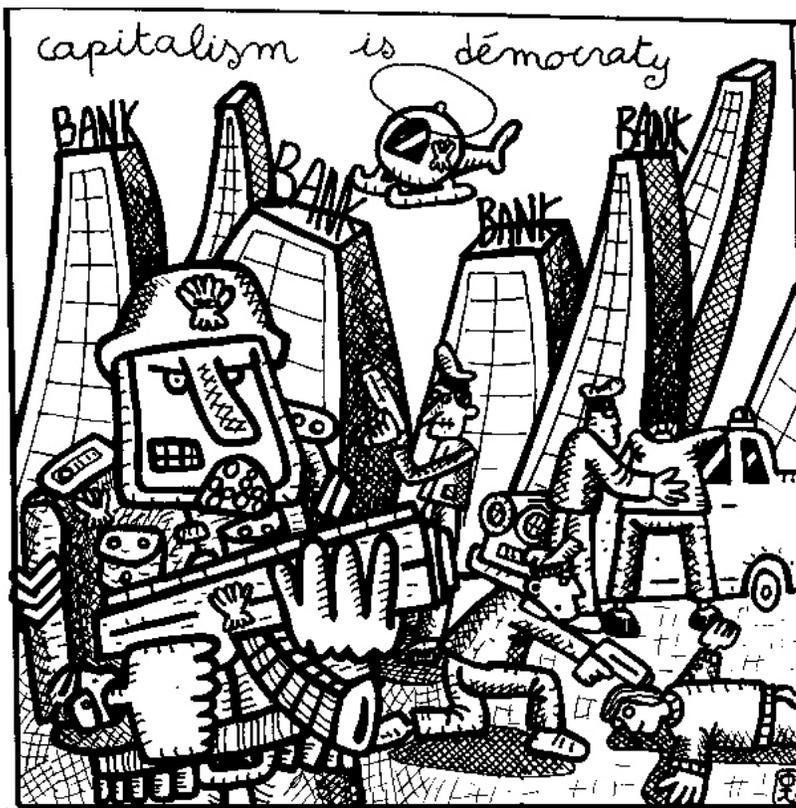
Sur le terrain, le plan s'applique déjà, dans les municipalités du département du Choco entourant les Zones Humanitaires que nous accompagnons, une partie importante de la population est sollicitée pour devenir membre d'un quelconque programme étatique, les "familles gardes forestières", les "familles en action", les programmes de réparation (on vous donne 5 à 7 millions de pesos pour le membre de votre famille qui a été tué et taisez vous). Sans parler des programmes de retour à la terre organisés avec accompagnement des forces armées et projets productifs *clés en main*. **Bref, c'est la paix et tout semble pour le mieux dans le meilleur des mondes à en croire le gouvernement.** Tous ces programmes sociaux sont mis en œuvre par une institution étatique nommée *Action sociale* en partie financée par le Fond de réparation aux victimes, fond constitué des "donations" des paramilitaires supposément démobilisés. Il s'agit là d'une farce de plus dans le processus d'impunité qui est en marche depuis 2005 avec la loi 975 dite de *justice et paix*.

Regardons de plus proche : Si Mr U tue le fils et vole la vache de Mr C. Mr C n'est pas content, il réclame sa vache et justice pour son fils tous les jours à Mr U. Mr U après quelques années alors tanné et craignant de perdre son butin décide qu'à chaque fois que Mr C réclamera sa vache, il lui offrira un verre de lait. Au début, Mr C refuse, puis ayant tout de même besoin du lait pour ses autres enfants toujours vivants accepte le verre mais réclame toujours sa vache. Lorsque Mr U fournit un verre de lait quotidien depuis plusieurs mois, il dit à Mr C que s'il continue de réclamer sa vache, il n'aura plus son verre de lait. Mr C de crainte de perdre le verre de lait quotidien finira résigné par renoncer à sa vache et à la justice en la mémoire de son fils mort... C'est exactement ce qui arrive en ce moment, de nombreuses familles par désespoir, résignation ou manque d'information acceptent le verre de lait de la main ensanglantée de l'assassin, au nom de la paix et du développement.

Comme l'affirment plusieurs familles des communautés en résistance, avant que l'Etat ne les massacre et les vole, elles n'avaient besoin de l'aide de personne pour vivre bien, l'agriculture vivrière nourrissait amplement la famille, les surplus de plantain, riz, yuca étaient vendus à bon prix pour acheter ce qu'elles ne produisaient pas.

Les grosses organisations gouvernementale de l'Union européenne s'y mettent aussi, proposant des programmes productifs de fruits de la passion et piment doux avec un prêt de 1000 USD par hectare et en garantissant les ventes à des partenaires de France, de Hollande et d'Espagne (garantie puisque que les produits sont obligatoirement vendus à eux pour rembourser le prêt dont la moitié sert





d'ailleurs à leur acheter les graines et les produits agricoles nécessaires... non, non, il n'y a pas de piège voyons vous voyez le mal partout!). Réagissant à cette propositions aléchantes, 10 000USD pour 10 hectares de travail, que venait d'accepter un voisin, un membre de la communauté de Buena Vista dans le Curvarado disait:

" C'est de l'argent c'est sûr, avant Noël ça ferait du bien mais qu'est-ce que je fais si leurs graines, elles ne poussent pas, qu'une maladie ravage la culture. Pis mettons que je sème leur truc-là, moi j'ai jamais fait pousser ça, alors ils vont venir me dire comment travailler. Non moi de toute façon, je ne suis le travailleur de personne, je vais travailler le jour que ça me tente, le nombre d'hectares que je veux, pis si je perd une récolte ben c'est notre problème à moi et ma famille. Non moi ces histoires-là j'en veux pas y'a personne qui va venir me dire comment travailler "

Plus ça change, plus c'est pareil

Au Bajo Atrato, la situation de la terre semble juridiquement presque résolue, en effet une résolution (No 2424) du 10 septembre de l'Institut colombien du développement rural reconnaît que les communautés sont légalement propriétaires de 42.792 hectares et 9.880 mètres

carrés dont plus de 5000 sont illégalement exploités par les entreprises de palme et des occupants exploitant le bois. Plusieurs stratégies s'opposent cependant à la récupération effective. En effet, à l'aide des programmes sociaux de retour, l'État semble essayer de rendre la terre à des déplacés qui vivent depuis 12 ans en ville et qui ont acceptés de négocier avec les entreprises de palme. Dans le même temps, les menaces d'attaque de la part des pas si nouvelles structures paramilitaires autonomes *Aigles noirs* se font de plus en plus fréquentes, les communautés sont donc toujours dans la même position: accepter les propositions désavantageuses du gouvernement ou s'exposer à de nouvelles périodes de violence. Comme le disent plusieurs membres des communautés qui résistent depuis plus de 12 ans, " nous ne nous déplacerons plus s'il faut mourir ici, ici nous mourrons ". Cependant la stratégie actuelle est d'autant plus douloureuse que ce n'est aujourd'hui plus aux bombes et aux fusils qu'il faut s'affronter mais à la " trahison " d'anciens voisins, de membres de la famille qui se sont laissés acheter ou simplement se sont résignés à accepter le nouvel ordre régional et par ce fait le nouvel ordre mondial.

L'objectif de ce nouvel ordre mondial est clair et implique entre autre d'en finir avec l'économie paysanne, une économie qui ne génère pas de plus value pour les riches de ce monde, et pire encore une économie qui entretient des rapports non salariaux et non contraignants pour des populations qui sont donc autonomes et libres de s'opposer à l'oligarchie. Par sa simple existence, l'économie paysanne autonome représente une menace au capitalisme, puisqu'elle prouve qu'il est inutile et destructeur. Elle prouve que le chemin d'un réel développement durable est en direction opposée des politiques des organisations internationales et de tout les États de ce monde.

La pression économique sur les économies locales n'a pas diminué depuis le début des années 1990. Baisse du prix d'achat des produits locaux: maïs, plantain, riz, augmentation des prix des produits à acheter et concurrence déloyale des produits d'importation des États Unis, les récents accords de libre-échange ne sont que la continuité d'une stratégie économique systématique qui dans le monde entier contraint les paysans et paysannes à abandonner leur terre et/ou se rallier au modèle de développement unique. Dans la communauté du Tesoro, vendre les produits traditionnels est presque impossible, le seul produit rentable c'est le bois. Cette forêt tropicale riche en biodiversité il y a dix ans regorgeait de bois fins, de ces bois dont les bourgeois du monde aiment à avoir des meubles pour orner leur nid douillet. S'adonner à ce marché est une contradiction, les communautés en sont conscientes, beaucoup s'y refusent, d'autres s'y adonnent en essayant de s'organiser régionalement pour au moins vendre le bois à un prix convenable. Le mal est évidemment déjà fait au sein des communautés, celui qui exploite le bois a l'argent suffisant pour le dilapider en alcool et en linge à la mode une fois par deux mois après avoir travaillé durement. Mais il faut couper plus pour payer les traites de la scie à moteur et donc cultiver moins d'aliments et ensuite il faut acheter les produits que l'on aurait pu cultiver. *La spirale est infernale.*

" Ils attaquent de tous les côtés, cette lutte je ne sais pas si nous la gagnerons, mais il faut continuer ", concluait une afrodescendante du Choco qui lutte depuis plus de 50 ans pour cette terre.

Commencée la sixième année du mandat de présidence d'Uribe, les défaites du gouvernement sont difficiles à cacher : les indices de chômage continuent à croître se situant à 12% alors que le sous-emploi atteint 33,2¹ selon les sources officielles. Ces données doivent être pris avec précaution car la faïence opérée par le changement de 'méthodologie' pour mesurer ces deux indices a changé les chiffres mais ne parvient pas à changer **la réalité contradictoire d'une économie avec une des croissances les plus spectaculaires de la planète : le PIB augmenta de 7,2% en 2007, alors que quatre enfants meurent de faim par jour**².

Les scandales reliés au paramilitarisme ne cessent de réapparaître malgré l'efficacité de la politique de boucs émissaires implantée avec persévérance par l'administration Uribe et la mascarade des mass-médias. **Au scandale de la parapolitique** (nom qui fait référence aux liens entre les groupes paramilitaires et les politiciens et entre paramilitaires et fonctionnaires publics) **Uribe a répondu accusant les victimes du paramilitarisme de subversion et de terrorisme**. Ces accusations ne sont pas trop originales, nombre de gouvernements l'ont fait auparavant. Il a aussi accusé toute l'opposition et compris la coalition de gauche le Polo Democrático Alternativo. Mais il s'en est pris aussi à la Cour suprême de justice contre qui il avancé des accusations déplorables. Pourquoi cet irrespect ? Parce que les juges ne sont pas prêts à endosser son projet d'impunité pour les crimes non-amnistiables commis par le paramilitarisme. Ils jugent cela contraire au droit libéral.

Si la liste de scandales commence avec celle de la parapolitique, elle ne s'arrête pas là. **Maintenant refont surface les liens entre forces armées et narco-paramilitarisme** (le général Rito Alejo vient encore d'être appelé en justice - il avait déjà été exempté par la justice) ; **aussi bien que liant d'autres secteurs tels que la police, les industriels nationaux et bien sûr les firmes multinationales au paramilitarisme**. Et Uribe, où est-il au milieu de ces scandales ? Son conseiller, Obdulio Gaviria, cousin germain de Pablo Escobar Gaviria fut avocat de ce reconnu mafioso. Le Sénateur Mario Uribe, cousin germain du Président Alvaro Uribe est suivi en justice pour formation de groupes paramilitaires. Le directeur du Département administratif de sécurité (DAS), qui est un organisme d'intelligence directement sous l'autorité du Président, est en prison pour appui aux paramilitaires et aux narcotrafiquants. De plus, en général, les partis politiques uribistes sont en grande partie liés aux structures narco-paramilitaires que le gouvernement a légalisé avec le processus de "démobilisation" paramilitaire.

Autant ces "scandales" peuvent servir pour dénoncer la complicité de l'État dans les crimes commis, ils peu-

vent simplement servir à donner l'apparence de justice ou de jugement, une apparence nécessaire pour la stabilité des structures criminelles qui ne sont pas démantelées mais institutionnalisées : les structures, qui ont permis le financement du paramilitarisme, sa légalisation puis son impunité, qui ont fourni l'intelligence militaire pour assassiner les leaders sociaux et pour permettre l'expansion de ce projet de mort dans tout le pays, restent en place. Si des 41 000 paramilitaires "démobilisés" moins de 100 ont des poursuites judiciaires, il faut dire que ces pratiques sont encouragées et donc risquent de continuer et de se répéter : les Aigles noirs, les nouveaux groupes paramilitaires qui sont présents dans plusieurs régions déjà, sont là pour en témoigner.

La politique belliqueuse du Président Uribe est de moins en moins efficace comme outil de popularité. Si au début de son premier mandat, les médias l'ont aidé en mettant de l'avant l'échec de Pastrana dans les négociations avec les FARC, six ans après, les plus ingénus des Colombiens commencent à ressentir que la promesse de paix est encore une fois loin de se concrétiser. **Uribe s'est fait populaire en promettant de vaincre militairement la guérilla** : il ne fallait qu'ajuster le déploiement militaire, impliquer la population dans la politique de défense et supporter 'transitoirement' quelques restrictions à la démocratie. En cela consistait et consiste encore sa politique d'État communautaire et de Sécurité démocratique. Le progrès le plus remarquable pour ces objectifs fut la militarisation des principales autoroutes. Ce fait permet le trafic sans doute, mais il est loin de la paix promis et pire encore la guérilla n'est pas détruite et n'est même pas prête à négocier sa reddition : les dialogues avec l'ELN semblent toujours au point de rupture et les FARC ont annoncé que l'unique dialogue avec le gouvernement Uribe est pour un accord humanitaire pour l'échange d'une cinquantaine d'otages contre 400 guérilleros qui sont en prison.

C'est sans doute parce que malgré les bons offices des mass-médias, les éléments de la popularité du Président semblent s'effriter, que **des nouveaux boucs émissaires sont nécessaires** : le Président vénézuélien ? Pourquoi pas. Si la libération unilatérale d'otages par les FARC peut sensibiliser l'opinion publique et que les médias le voyaient comme le point de départ pour un accord humanitaire, il fallait prendre l'offensive : marcher contre les FARC. Quelle idée géniale ! Peu de phénomènes font autant de consensus dans la société colombienne qui est fatiguée d'un conflit qui semble interminable. Peu de crimes ont été si médiatisés comme ceux qu'a fait la guérilla, à qui les autorités militaires ont aussi refilé les crimes commis par les paramilitaires, par les forces armées et leurs crimes conjoints. Bien sûr que la mobilisation contre les FARC

suite page 8 ...

¹ Premier trimestre 2007, DANE, encuesta nacional de hogares.
² Unicef, 2007

Le traité de libre-échange entre le Canada et la Colombie : sous le sceau de la prospérité et la sécurité...

" Le Canada est résolu à jouer à long terme un plus grand rôle dans les Amériques. "

" Nos trois objectifs clés forment les fondements du réengagement de notre nouveau gouvernement à l'égard des Amériques : promouvoir les valeurs démocratiques de base, renforcer des liens économiques, et relever les nouveaux défis liés à la sécurité. "

- Stephen Harper, juillet 2007¹

Dans la stratégie internationale élaborée par l'État canadien, la conclusion de nouveaux accords de commerce et d'investissements " avec des partenaires clés " d'Europe, des Amériques et d'Asie est primordiale, " dans le but de créer des conditions favorables permettant aux entreprises canadiennes d'être compétitives sur le plan international " . Le gouvernement conservateur est très offensif dans les négociations, il considère avoir trop longtemps été laissé derrière " comme spectateur ", pendant que, comme le dit le Ministre du Commerce international David Emerson, " le marché a été pris par des compétiteurs avec des stratégies commerciales plus agressives ". Il croit que le Canada doit " s'engager activement dans la nouvelle économie mondiale ", et ce notamment par la signature d'accord de libre-échange : " Mais il reste encore fort à faire, et j'anticipe encore d'autres progrès du Canada dans sa quête d'une place de premier plan sur la scène du commerce mondial. " ²

Dans les Amériques, le gouvernement Harper entend faire compétition au géant états-unien. Harper prétend que le modèle économique et social canadien est une troisième voie entre le modèle du capitalisme états-unien et le modèle des pays bolivariens.. Le Canada³ aspire aussi à être un " exemple moral ", en faisant la promotion des " valeurs canadiennes ", comme il est fait par exemple en Afghanistan...⁴

En juillet 2007, à l'occasion de son périple dans les Amériques, Harper a affirmé que les objectifs de la politique canadienne dans les Amériques sont " l'accroissement de la prospérité, le renforcement de la sécurité et la promotion de nos valeurs fondamentales de liberté, de démocratie, de respect des droits de la personne et de primauté du droit. " ⁵

Concrètement, il y a trois " objectifs clés " : démocratie, prospérité et sécurité : ce qui signifie que le gouvernement canadien veut travailler au renforcement des États et du contrôle de la population, ainsi qu'à la sécurisation des investissements de " nos " compagnies !

Le Canada est le troisième investisseur dans les Amériques, qualifiées comme " marché en pleine croissance ". C'est en juin 2007 que le Canada annonçait son intention de négocier un traité de libre-échange avec la République dominicaine, la

Colombie et le Pérou. Avec ces deux derniers pays, les négos ont commencé simultanément en juillet; elles ont été conclues en janvier 2008 pour le Pérou.⁶ En même temps, le Canada négocie avec la République dominicaine, le Caricom (Caraïbes), El Salvador, le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala et l'Équateur en Amérique, en Europe avec l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein (AELC), et avec la Corée et Singapour en Asie. Déjà des traités sont en vigueur avec le Chili, le Costa Rica, Israël, les États-Unis et le Mexique. Et ce n'est pas que le Canada qui est sur un high; le Ministre colombien du Commerce Guillermo Plata commente quant à lui en 2007 : " Dans les quatre prochaines années, la Colombie entreprendra l'agenda de négociations commerciales et d'investissement le plus ambitieux de son histoire, lequel inclut la négociation et souscription de 20 accords de double contribution et la souscription de quatre nouveaux traités de libre-échange. " ⁷

Harper, nouvel athlète du sprint...

L'accord entre le Canada et la Colombie

La Colombie a déjà négocié un traité de libre-échange avec les États-Unis - un texte sur lequel a été copié le traité entre la Colombie et le Canada, mais en 2007 les Démocrates au Congrès états-unien ont refusé d'entériner l'accord⁸, en demandant surtout des changements au texte concernant le respect des droits humains, spécifiquement des droits du travail. Notre cher Premier ministre Harper fait alors du pushing aux États-Unis pour que ce pays ratifie finalement le traité de libre-échange avec la Colombie. Bush, Harper, et le ministre



Uribe et Harper lors de la visite de celui-ci en Colombie à l'été 2007

1 <http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/JUD-12911557-LVS>

2 <http://news.gc.ca/web/view/fr/index.jsp?articleid=314579&keyword=housing&page=9>

3 Pour l'analyse de la politique étrangère canadienne, voir entre autre www.psp-spp.com sur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité

4 Voir Bloquez l'empire Montréal : <http://bloquezl'empire.resist.ca/>

5 http://www.canadainternational.gc.ca/brazil/highlights_actualites/Address_M_Bernier.aspx?lang=fr

6 Pour mise à jour, voir <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/andean-andin/can-colombia-colombie.aspx?lang=fr>

7 Traduction libre, Ministerio de Comercio, Industria y Turismo, Republica de Colombia, 29 mars 2007.

www.mincomercio.gov.co/eContent/NewsDetail.asp?ID=5713&IDCompany=1

8 Voir l'article " Le traité de libre-échange entre la Colombie et les États-Unis : de la guerre à la drogue à l'agro-industrie ", disponible au www.pasc.ca.

du commerce international David Emerson affirment tous trois que de tels traités récompensent et renforcent la Colombie et son gouvernement qui seraient engagés sur la voie de la démocratie, aux droits humains et au marché libre et ouvert. Une entente avec le Canada serait en fait comme un sceau d'approbation pour le gouvernement colombien.

Le TLE du Canada avec la Colombie et le Pérou est une copie de celui souscrit par ces deux pays avec les États-Unis ; ils sont ce qu'on appelle les " accords de dernière génération " et incluent, en plus du traditionnel chapitre d'accès aux marchés, les chapitres sur les services, l'investissement, la propriété intellectuelle et les achats publics.

Au Canada, les principales oppositions qui se font entendre viennent des milieux syndicaux et mettent l'accent sur les violations des droits des travailleurs colombiens⁹. En effet, des plus de 550 meurtres de syndicalistes commis sous l'actuel gouvernement d'Uribe (depuis 2002), 98 % demeurent irrésolus¹⁰. Les exécutions sommaires de civils par les forces militaires et paramilitaires colombiennes ont coûté la vie à 955 personnes au cours des cinq dernières années. S'ajoute à cela le scandale de la parapolitique¹¹ : un nombre croissant d'alliés politiques du président Uribe sont sous enquête pour leurs liens avec les paramilitaires et des fraudes électorales : le genre de chose qui nous font croire, comme le dit Stephen Harper, que la Colombie est une démocratie. Mais comme le dit si bien celui-ci : **" Nous n'allons pas dire régler tous vos problèmes sociaux, politiques et de droits humains, et alors seulement nous ferons du commerce avec vous. C'est une position ridicule. "**¹². En fait, selon la rhétorique de Stephen Harper, un TLE avec la Colombie serait un moyen de promouvoir la démocratie dans ce pays. Pour se prémunir contre les critiques, le gouvernement Harper a donc accordé 1 million \$ à la Colombie via le " Programme international pour une administration professionnelle dans le domaine du travail ", afin d'aider le gouvernement colombien à renforcer sa législation du travail.

Libre-échange et agro-business

Les principes derrière ces accords de libre-échange place la Colombie comme un pays qui doit se consacrer à la production de variétés agricoles tropicales pour l'exportation. L'agenda interne du gouvernement Uribe va dans ce sens, comme le dit le Ministre du Commerce colombien Guillermo Plata à propos de l'accord avec les États-Unis : " dans les dernières 16 années, l'insertion active de la

Colombie dans l'économie globalisée a été accompagnée de politiques de productivité et de compétitivité, comme le Plan stratégique exportateur 1999-2009, la Vision 2019 du gouvernement du Président Uribe, et le Plan national de développement 2006-2010, qui a beaucoup de points en commun avec l'agenda interne du TLE ¹³. Une compétitivité recherchée notamment par l'insertion dans des chaînes de production spécialisées dans la fourniture de matières premières pour la demande des pays riches. Le Plan national de développement d'Uribe, " Vers un État communautaire ", fait la promotion par exemple du cacao, du caoutchouc, de la palme africaine (pour la production d'agrocombustible), du café et des produits forestiers.¹⁴ S'ajoute à cela la loi colombienne de " développement agricole " adoptée en 2007¹⁵, qui envisage comme nouvelles directives de l'agriculture colombienne " la production de biens commerciaux de rendement tardif, des forêts et des services environnementaux et l'ajustement radical de l'économie paysanne " ¹⁶. Les cultures à rendement tardif, toutes pour l'exportation, sont surtout constituées du cacao, de la palme africaine, du caoutchouc, du café, de la canne à sucre, et de certains fruits et essences de bois. Le programme de la loi de développement rural fixe comme objectif pour 2020 l'ensemencement de 7 millions d'hectares de produits tropicaux.¹⁷ Les conséquences de cette politique sont bien sûr immenses, tant au niveau social qu'écologique, notamment la perte de la souveraineté alimentaire de la population colombienne.

Entre la guerre et le " développement ", le lien est clair et direct : on estime à 3,5 millions le nombre de déplacé-e-s internes en Colombie au cours des 20 dernières années, mais il ne s'agit pas d'une population déplacée pour cause de guerre, *c'est plutôt une guerre menée exprès pour déplacer les populations.* Le phénomène du déplacement forcé, bien qu'il soit parfois dû aux confrontations armées, est une stratégie étatique contre les populations rurales, afin d'opérer une contre-réforme agricole et de mettre des territoires stratégiques au service des intérêts économiques nationaux et internationaux, afin d'y implanter une vaste gamme de projets agro-industriels, d'élevage extensif, d'exploitation minière, pétrolière et forestière.

Des bananes contre des camions

Dans les publications officielles du gouvernement canadien, il est mentionné combien l'accord avec la Colombie accroîtrait les occasions d'affaires particulièrement dans les secteurs de l'agriculture, des mines et des services financiers et on après-

9 Voir en particulier l'ong Commons frontiers, le Congrès du travail canadien et le Conseil canadien de coopération internationale.

10 Conseil canadien pour la coopération internationale, " Colombie : un cas type pour le rôle fondé sur des principes du Canada en Amérique " <http://www.ccic.ca/f/003/apg.shtml>

11 Voir l'article sur la conjoncture à la page 17

12 Traduction libre, cité par Garry Leech dans "Bush and Harper Ignore Colombia's Labor Rights Reality", Colombia Journal, 10 décembre 2007.

13 Traduction libre, Ministerio de Comercio de Colombia, Oficina de comunicaciones, 15 mars 2007.

<http://www.tlc.gov.co/eContent/NewsDetail.asp?id=5684&idcompany=37>

14 "Programa de Desarrollo Alternativo 2003-2006", Documento Conpes 3218, República de Colombia, Departamento Nacional de Planeación, 3 mars 2003. http://www.dnp.gov.co/archivos/documentos/Subdireccion_Conpes/3218.pdf

15 Pour plus d'information sur cette loi, voir l'article "Loi sur la terre en Colombie", disponible au www.pasc.ca

16 Traduction libre, Red Colombiana de Acción Frente al Libre Comercio y el ALCA, 2007, Agenda rural y TLC: Abonando Terreno para Esterelizar el Campo.

17 Id.

hende des bénéfiques particulièrement pour les secteurs agro-alimentaires, minier, de l'hydroélectricité, et des technologies des communications et informatiques. Dans les dernières années, en fait, les entreprises canadiennes ont surtout investi en Colombie au sein des secteurs suivants : prospection pétrolière, exploitation minière, imprimerie, chaussure, transformation des aliments, éducation et distribution de services et technologie de l'information. Pour le Ministre du commerce colombien Plata, un TLE offre des " règles du jeu stables " qui stimuleraient de plus grands investissements.

Les principaux intérêts du Canada en Colombie en ce qui concerne les services comprennent le pétrole et le gaz, les services miniers, les services d'ingénierie, les services architecturaux, les services environnementaux, les services de distribution et la technologie de l'information. **Les principales exportations canadiennes vers la Colombie sont les céréales, le papier (papier journal), les camions-bennes tout terrain, les machines, le matériel électrique et les légumes à cosse, alors que la Colombie vend surtout au Canada du charbon, du carburant, du café, des bananes, des fleurs coupées¹⁸ et du sucre (13% du total !)¹⁹.**

L'accord entre ces deux pays²⁰ tendrait à renforcer l'orientation de la Colombie comme producteur de produits tropicaux et miniers en échange de biens manufacturiers et de mahinerie. Surtout que le gouvernement Uribe défend l'accord avec le Canada pour les possibilités d'accès à ce marché : " l'offensive " colombienne est de donner accès à des produits comme les herbes fraîches, les fruits et légumes congelés, les fleurs, les sucres et mélasses, gélatines comestibles, mouchoirs nettoyants, papier hygiénique, articles en vitre, bois, articles de cuisine, pyjamas et linges d'intérieur, et de pouvoir importer camions-bennes, avions, blé, lentilles, orge, avelines sèches, substituts synthétiques de plasma humain et propulseurs à réaction. Donc la Colombie devra exporter toujours plus de ressources naturelles et de produits tropicaux afin de compenser les importations de biens industriels. On voit des deux côtés la même rhétorique typique du capitalisme : toujours de nouveaux marchés ouverts, des occasion d'investir et de vendre, d'exploiter et de faire du profits, ...la croissance à l'infinie...

Pour Manuel Rozenhal²¹, activiste membre de l'Association des conseils autochtones du nord du Cauca, ce type d'accord n'est pas un traité de libre-échange mais une " constitution supra-nationale ", qui donne aux multinationales, financières et autres, l'accès à toutes les ressources, territoire, travail, contrats gouvernementaux et économies de tout le pays. Ce que ces accords font est en fait légaliser et légitimer ce que la terreur a obtenu pour eux ; quiconque les signe devient complice de l'utilisation de la terreur pour faire des profits. L'Agence canadienne de développement international - ACDI - sous le gouvernement Harper, dirige de plus en plus son " aide " à harmoniser les lois colombiennes aux intérêts corporatistes. L'ACDI en Colombie travaille à finaliser le déplacement forcé, en donnant de l'assistance aux personnes déplacées des territoires riches en ressources : les intérêts corporatistes arrivent, la guerre sale déplace les gens, et le Canada aide les déplacé-e-s à s'établir *loin du territoire et des ressources qui y sont...*

18 Pour plus d'information sur l'industrie des fleurs coupées en Colombie, voir le site de la Corporacion Cactus www.cactus.org.co

18 <http://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/DisplayDocument.jsp?did=250>

20 Pour une analyse très " instructive " faite par le gouvernement canadien, voir : " Un accord de libre-échange avec la Colombie et le Pérou, deux pays de la Communauté andine : analyses économiques qualitatives - Juin 2007 " <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/andean-andin/FTA-ALE-and.aspx?lang=fr>

21 "Legalizing terror: Canada-Colombia "free trade"", interview with Manuel Rozenhal, by Stuart Neatby. January 3, 2008, RABBLE.CA



suite de la page 5
"Notes de conjoncture"

avait toutes les conditions nécessaires pour être une réussite et ce fut pour cela qu'Uribe et son administration l'ont cooptée. Tous ces gens qui se sont manifestés le 4 février³ ont marché contre les FARC mais ils ne sont pas tous prêts à endosser la politique belliqueuse d'Uribe, peu d'entre eux pensaient que c'était aussi le tremplin pour le troisième mandat d'Uribe et moins encore voulaient légitimer l'action criminelle des paramilitaires (toujours actifs) contre la population non-armée. Maintenant pour contredire un peu la version médiatique de la manifestation d'Uribe disons qu'une partie importante de la population colombienne ne fut pas à la manifestation et plus particulièrement que **cette population non-armée qui " n'a pas d'amis sur Facebook " va se mobiliser le 6 mars⁴, pour rendre hommage aux victimes du paramilitarisme et des crimes d'État, exiger réparation, pour un accord humanitaire et contre la guerre.**

3 Voir " Plein feux sur la guérilla et grand silence sur les crimes d'État " <http://pasc.ca/spip.php?article303>

4 Voir " Hommage national et international aux victimes du paramilitarisme, de la parapolitique et des crimes d'État " <http://pasc.ca/spip.php?article311>

La compagnie canadienne Petrobank et son implication dans les crimes d'État en Colombie

Quand répression rime avec profits

La Petrobank Ltd est une compagnie canadienne basée à Calgary qui se présente comme un leader dans l'exploitation du pétrole et du gaz naturel. Elle concentre ses activités dans l'ouest canadien et... **en Colombie, "un des endroits les plus attractifs à explorer sur la planète"**¹, pour utiliser les propres mots de la compagnie. Comme nous le verrons, la Petrobank jouit d'une foule d'avantages fiscaux mis en place par le gouvernement colombien qui lui donne l'accès total et inconditionnel au territoire et au pétrole. La compagnie profite également du soutien de l'armée nationale colombienne, constamment impliquée dans des cas d'assassinats et de déplacements forcés contre la population civile. **En solidarité avec les communautés qui résistent à cette violence, nous avons la responsabilité de cibler et de dénoncer les compagnies canadiennes comme la Petrobank qui profitent de la guerre pour enrichir ses actionnaires.**

Brève introduction sur la filiale colombienne de la Petrobank

La filiale *Petrominerales* est une entreprise privée qui opère en Colombie depuis 1996. Sur son site Internet, la compagnie se présente d'ailleurs comme un *"important joueur dans l'industrie des hydrocarbures au pays"*². Pour son front d'exploration, elle s'est déjà appropriée 3 millions d'hectares de terres sur deux bassins parmi les plus riches en pétrole de Colombie. Elle possède des permis d'exploration et de production sur deux zones du pays soient le *Putumayo* au sud, et les *Llanos*, à l'est de Bogota. Le programme d'exploration 2007 de la compagnie prévoyait la construction de cinq nouveaux puits de pétrole dont un à Orito dans le bassin du Putumayo. À cet endroit, la zone d'exploration est appelée *"Aguilas Block"*³ qui est étrangement le même nom donné aux structures paramilitaires qui opèrent dans plusieurs régions de la Colombie sous cette nouvelle appellation. Les troupes paramilitaires *"Aguilas Negras"* s'intègrent dans la stratégie de l'État colombien visant l'appropriation des terres et des ressources naturelles. Cette stratégie répressive permet ensuite aux compagnies nationales et transnationales d'exploiter librement les terres et les ressources naturelles. En Colombie, la contre-réforme agraire se poursuit dangereusement aux grands bénéficiaires des transnationales comme la Petrobank.

Mode d'appropriation des terres

La question du Territoire est centrale dans le conflit colombien si l'on considère que plus de 4 millions de personnes sont déplacées de leurs terres depuis les trente dernières années par la répression de l'État et par le développement capitaliste.

Pour les riches, les intérêts économiques sont multiples en Colombie; en plus d'être le plus grand producteur d'émeraude au monde, le pays compte d'importants gisements de pétrole, de gaz naturel, plusieurs mines de charbon, d'or, d'argent, de fer, de platine et de sel. Les forêts tropicales humides colombiennes regorgent également d'une biodiversité des plus riches sur la planète. Dans leur conquête néo-colonialiste, les riches sont prêts à tout pour s'approprier ces ressources naturelles; déplacements forcés, massacres, viol, torture, menaces, etc.

Plusieurs stratégies permettent au gouvernement colombien et aux entreprises étrangères comme la Petrobank de s'approprier les zones à fort potentiel économique. **En plus du contrôle social et de la militarisation du pays, le gouvernement d'Uribe Velez a façonné un nouveau cadre fiscal qui favorise entièrement l'exploitation des ressources naturelles par des investisseurs étrangers.** L'ancien cadre contractuel obligeait toute compagnie étrangère à partager 50 % des exploitations avec la compagnie pétrolière nationale *"Ecopetrol"*. Cependant, le nouveau régime fiscal fonctionne autour de *"contrats d'exploration et de production"* que la compagnie signe directement avec l'Agence nationale des hydrocarbures, sans aucune participation d'*Ecopetrol*. Chaque contrat implique une phase d'exploration de six ans, renouvelable pour quatre autres années, suivie d'une phase de production et d'enrichissement perpétuel.⁴ Il n'y a aucun coût initial pour les terres, et une compagnie comme la Petrobank peut obtenir l'accès à des zones parmi les plus riches en pétrole de Colombie.

Au moment où le gisement devient commercialisable, la compagnie possède une phase de développement de 25 ans, susceptible de se prolonger de 10 ans où jusqu'à épuisement de la ressource.⁵ De plus, les nouvelles mesures fiscales favorisent grandement les entreprises qui profitent d'un taux d'imposition (royalties) de seulement 8 % comparativement à un 20 % obligatoire avant les réformes du président Uribe.

Un centre de récréation fortifié au Putumayo, dédié uniquement aux employés d'Ecopetrol et de la compagnie canadienne Petrobank.
(Photo : Gary Leetch)



Voilà pourquoi la Petrobank mentionne sur son site Internet que " *la Colombie a connu la plus longue période ininterrompue d'investissements étrangers s'élevant à 6 milliards pour l'année 2006.*"⁶ La plupart de ces investissements se font dans l'industrie minière (46%) et dans celle du pétrole et du gaz (34%).

La Petrobank et la répression en Colombie

Bien sûr, l'appropriation d'une si grande portion de territoire ne serait pas possible sans une militarisation croissante du pays qui profitent grandement aux compagnies étrangères. Avec l'application du "Plan Colombie"⁷ à partir de 1999, la région du Putumayo où opère la Petrobank fût la cible d'une série de fumigations chimiques visant à éradiquer les cultures de coca. Effectuées directement par avions, ces fumigations ont eu pour effet de détruire toute végétation et par le fait même toutes les cultures de subsistance que les communautés produisaient dans la région. Plusieurs familles ont vu des années de travail réduit à néant par cette catastrophe environnementale et sociale lié au Plan Colombie.

En plus des fumigations, le Plan Colombie a permis au gouvernement colombien de financer l'armement et l'achat d'équipement militaire comme des avions et des hélicoptères, ce qui favorisa le contrôle territorial de cette région stratégique en vue de l'exploitation des ressources pétrolières. Les menaces et les nombreux crimes perpétrés dans le cadre de la stratégie paramilitaire de l'État ont également permis aux compagnies pétrolières de poursuivre l'appropriation de plusieurs millions d'hectares de terres par la force. La stratégie utilisée fût de semer la terreur, de diviser la population et de



Troupes colombiennes, spécialement entraînées, responsable de la protection des infrastructures pétrolières dans la région du Putumayo. (Photo : Gary Leetch)

les forcer à accepter l'exploitation pétrolière comme signe de développement et de progrès. Difficile alors de ne pas voir le lien entre la répression et les intérêts économiques de la Petrobank.

Aujourd'hui, la compagnie peut compter sur l'appui d'une brigade de 1200 militaires uniquement pour protéger les infrastructures pétrolières dans cette région du Putumayo.⁸ Elle possède également deux hélicoptères, conjointement avec Ecopetrol, qui sont régulièrement utilisées par l'armée nationale colombienne pour soi-disant mener des opérations de contre-insurrection. Cependant, la militarisation de la région poursuit d'autres objectifs comme celui de préparer le terrain pour l'exploitation des gisements pétroliers par la Petrobank. **À cet effet la déclaration du commandant en chef du bataillon spécial, Francisco Javier Cruz, est très éloquent :** " *La sécurité est la chose la plus importante pour moi. Les compagnies pétrolières doivent pouvoir travailler sans se faire de soucis et les investisseurs étrangers doivent se sentir tranquilles.*"⁹ Dans ce contexte, les intérêts de la compagnie poussent inévitablement à resserrer les liens avec l'État et à profiter d'un contexte sécuritaire extrême pour les infrastructures, sans égard aux pertes de vies humaines et aux désastres environnementaux.

Conclusion

En profitant du nouveau cadre fiscal colombien et de la (para)militarisation du territoire, la compagnie canadienne Petrobank peut facilement être considérée comme une entreprise criminelle. Après tout, elle opère uniquement en fonction de la rentabilité économique, sans égard à la répression et la pauvreté extrême qui existe dans la région même où elle exploite des gisements pétroliers. Ce schéma semble malheureusement être appliqué partout en Colombie; des compagnies privées saccagent le territoire et les populations ne reçoivent que quelques miettes qui s'effritent entre les mains d'élites locales corrompues. Alors quand les représentants du système capitaliste globalisé nous cassent les oreilles avec leurs idées dégradantes, crions leur " *ya basta*". Il est grand temps d'éliminer ce système de domination, qui par définition, ne peut pas être humanisé ni réformé. Appuyons les communautés colombiennes dans leur résistance !!! Dénonçons les profiteurs de guerre comme la Petrobank !!! Construisons notre autonomie !!!

1 <http://www.petrominerales.com/index.html>

2 idem

3 http://www.petrominerales.com/webdocs/financials/2007/Petrominerales_2007_Q2.pdf

4 <http://www.petrominerales.com/lat-changingcolombia.html>

5 idem

6 idem

7 Le Plan Colombie, appelé " Plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'État ", s'est étendu de 1999 à 2005. Officiellement, il visait à mettre fin au trafic de la drogue. En fait, il avait l'objectif implicite de combattre la guérilla, qualifiée de " narco-terroriste ", et de combattre toute autre menace pouvant nuire à la sécurité de l'État colombien, tous mouvements intérieurs ou extérieurs pour le changement social. (voir le site internet www.pasc.ca)

8 <http://www.colombiajournal.org/colombia184.htm> Plan Petroleum in Putumayo, by Garry Leech

9 Idem

LES AGROCOMBUSTIBLES

OU COMMENT SE DÉGUISER EN VERT

*Is Biodiesel Better for our Health? Yes.
Breathing in biodiesel is better for our lungs and hearts.
When it comes out the exhaust pipe, it even smells better than diesel smoke.
Biodiesel can smell like french fries!*
- National Biodiesel Board 1



Agrocombustibles². Le mot est à la mode, ou plutôt sa contrepartie idéologique " biocombustibles ", qui laisse croire qu'on participe au sauvetage de notre planète en souffrance. Ils sont partout, dans les journaux quotidiens, dans les plans d'affaires des groupes financiers, dans l'agenda des ong et des écologistes. Heureusement, toutes les voix ne sont pas des apologies de leur utilisation. Dans la Piedra de 2007, vous avez déjà pu lire un article qui présentait les supercheries écologiques de cette industrie, tant du côté de la Nature que des sociétés humaines: les agrocombustibles produisent plus de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles, accélèrent la déforestation, menacent la souveraineté alimentaire et l'existence même de la paysannerie. Reste à examiner quelques-uns des pourquoi de cette nouvelle ruée vers l'or vert, à qui elle profite vraiment et, en fait, comment elle poursuit la destruction planétaire et l'homogénéisation sociale caractéristiques du système capitaliste.

Favoriser une économie vouée à détruire

S'il y a engouement, cela ne vient pas du fait d'une découverte annoncée par un ange flamboyant apportant une révélation venue des Cieux, vous vous en doutez. Il y a de puissants intérêts et de bien concrètes raisons expliquant l'avancée de plus en plus rapide de la production des combustibles dits " verts ". D'après l'Ong GRAIN³, " [p]our les hommes d'affaires comme pour les hommes politiques, les agrocarburants représentent certainement l'une des plus acceptables des énergies "renouvelables" car ils peuvent facilement se caser dans l'économie basée sur le pétrole qui existe actuellement. " **4 On fait une Révolution verte à coup de marketing et de production d'images, en augmentant les profits de puissants conglomérats, en ne changeant rien à l'économie actuelle et en empirant la crise écologique actuelle.**

Quelles sont donc ces transnationales qui profitent de cette portion du nouveau marché vert? Tout simplement les plus puissantes du monde, faisant des affaires dans les secteurs automobiles, pétroliers, agroindustriels, biochimie-

Tableau 1. Multinationales investissant dans les agrocarburants

Agrobusiness	ADM, Cargill, China National Cereals, Oils and Foodstuffs Import & Export Corporation, Noble Group, DuPont, Syngenta, ConAgra, Bunge, Itochu, Marubeni, Louis Dreyfus
sucre	British Sugar, Tate & Lyle, Tereos, Sudden, Cosan, AlcoGroup, EDF & Man, Bajaj Hindusthan, Royal Nedalco
huile de palme	IOI, Peter Cremer, Wilmar
sylviculture	Weyerhaeuser, Tembec
Pétrole	British Petroleum, Eni, Shell, Mitsui, Mitsubishi, Repsol, Chevron, Titan, Lukoil, Petrobrás, Total, PetroChina, Bharat Petroleum, PT Medco, Gulf Oil
Finance	Rabobank, Barclays, Société Générale, Morgan Stanley, Kleiner Perkins Caufield & Byers, Goldman Sachs, Carlyle Group, Kohsla Ventures, George Soros

1 Le National Biodiesel Board est, selon leur site www.biodiesel.org, l'association commerciale nationale représentant l'industrie du biodiesel aux États-Unis. Le Biodiesel est un carburant renouvelable domestique pour les moteurs diesel élaboré à partir de dérivés d'huiles naturelles telles que l'huile de soja (traduction libre).

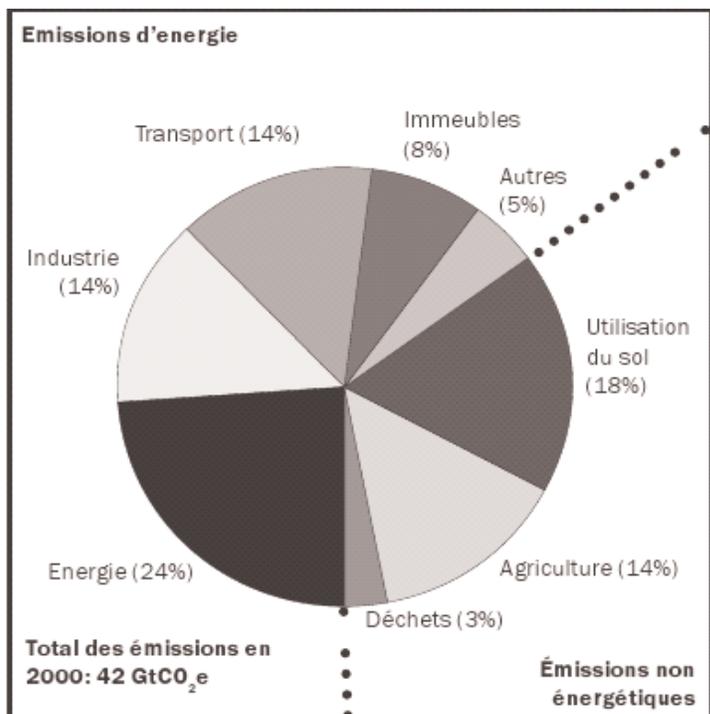
2 Les agrocombustibles les plus en vogue sont le biodiesel, obtenus à partir de plantes oléagineuses (comme la plante africaine, le canola ou le soja) et l'éthanol, provenant de la fermentation de la cellulose contenue dans les végétaux (tels le maïs, la canna à sucre ou le blé).

3 GRAIN est une organisation non gouvernementale internationale (ONG) dont le but est de promouvoir la gestion et l'utilisation durables de la biodiversité agricole fondées sur le contrôle exercé par les populations sur les ressources génétiques et les connaissances locales. www.grain.org [eng, fr, esp].

4 Revue Seedling, publiée par GRAIN, juillet 2007. <http://www.grain.org/seedling/?type=70>

ques et biotechnologiques, de même que les plus gros groupes financiers qui soutiennent cette économie grande productrice de gaz à effet de serre (voir le tableau 1). Elles ont, autant que les élu-es apologistes de l'économie qu'elles représentent, besoin des agrocombustibles pour se maintenir à flot face à une opinion populaire qui se "verdie"⁵, puisqu'on lui sert quotidiennement des rapports (minimalistes) sur le réchauffement et le changement climatiques et que les signes d'une crise écologique sont incontournables. Ces carburants leur permettent de répondre superficiellement (ou plutôt artificiellement, en "faisant croire") à la demande de changement dans cette économie à la consommation énergétique élevée, afin en fait de poursuivre leur course folle de profits et de croissance illimitée.

Ce détournement "vert" de nouveaux combustibles ne permet pas seulement de maintenir le rythme industriel actuel, mais empire la crise environnementale à laquelle nous faisons face de par notre activité insensée. En effet, les agrocombustibles aident à continuer à faire rouler les transports, qui produisent à eux seuls 14% des émissions de gaz à effet de serre [GES], tout en amplifiant les émissions de gaz à effets de serre provenant de secteurs non-énergétiques (voir graphique *Les émissions de gaz à effet de serre en 2000*)⁶. Leur culture augmentera la production agricole⁷, qui est déjà responsable d'un autre 14% des émissions de GES, en la transformant de surcroît en ce modèle de monocultures industrielles, qui dépend totalement de l'utilisation d'engrais, de produits agrochimiques et de machinerie, nécessitant tous pétrole, gaz et autres sources de GES. De plus, ce modèle favorise la déforestation directe (coupe de forêts) et indirecte (déplacement de populations paysannes vers des terres à défricher), augmentant ainsi les émissions de GES provenant d'un changement dans l'utilisation des sols, actuellement responsable de 18% du total des GES. Vous disiez verts?



Les émissions de gaz à effet de serre en 2000

Chart: UK Government Stern Report on Climate Change, 2006.

Le terme a ses limites, entre autres en minimisant les différences interne entre les différentes classes sociales, mais il sera utilisé ici car il symbolise bien et simplement les rapports mondiaux.

Les intérêts nationaux des puissants

Au Nord 8, il y a une autre raison de craindre un ralentissement potentiel de la machine industrielle actuelle, bien au-delà de l'opinion publique: **la crise des combustibles fossiles**. Non seulement leur existence même tire à sa fin (le débat tourne seulement autour du nombre d'années avant l'épuisement de réserves), mais actuellement ils se trouvent dans des lieux considérés comme géopolitiquement instables par les gouvernements du Nord, comme le Moyen-Orient et le Venezuela, parce que ce ne sont pas des gouvernements pantins de leurs administrations.

Le National Biodiesel Board (états-unien) affirme dans un document éducatif (Biodiesel For Kids⁹) que les agrocombustibles permettront au pays de devenir indépendant énergétiquement. Vraiment? Selon Mario Alejandro Valencia Barrera de la revue colombienne *Deslinde*, "on estime que les plus grands producteurs auraient besoin d'entre 30% (États-Unis) et 72% (Union Européenne) de leurs récoltes actuelles pour ajouter 10% [d'agrocarburants] aux combustibles"¹⁰. GRAIN en rajoute, affirmant que "[m]ême si toutes les récoltes de céréales et de soja du pays EEUU servaient à produire des agrocarburants, elles ne pourraient satisfaire que 12% de l'actuelle soif d'es-

5 La conscience verte de la population, bien que limitée aux sujets de surface qui lui sont présentés et qui ne remettent jamais le système en question, pressionne les élu-es à faire des pirouettes.

6 *Revue Seedling*, publiée par GRAIN, juillet 2007. <http://www.grain.org/seedling/?type=70>.

7 "[E]nsemble, l'Afrique sub-saharienne, l'Amérique latine et l'Asie de l'Est peuvent fournir à l'avenir plus de la moitié de la totalité des agrocarburants nécessaires, mais seulement si "les systèmes de gestion agricoles actuels inefficaces et peu intensifs sont remplacés d'ici 2050 par les meilleures pratiques de systèmes de gestion et de technologies agricoles" - GRAIN, Op. Cit., citant E. Smeets, A. Faaij, I. Lewandowski, "A quick scan of global bio-energy potentials to 2050: analysis of the regional availability of biomass resources for export in relation to underlying factors", Copernicus Institute, Utrecht University, mars 2004.

8 Le terme a ses limites, entre autres en minimisant les différences interne entre les différentes classes sociales, mais il sera utilisé ici car il symbolise bien et simplement les rapports mondiaux.

9 http://www.biodiesel.org/pdf_files/fuelfactsheets/kids_sheet.pdf

10 Traduction libre de Mario Alejandro Valencia Barrera - El negocio de los agrocombustibles y la crisis energética: Peor el remedio que la enfermedad. *Revista Deslinde* No. 42, septembre à novembre 2007.

sence du pays et 6% de ses besoins en diesel "11. Au Canada, la situation est semblable (voir p . 10).

Les pays du Nord ne mettront pas en péril leur production alimentaire interne, dont dépendent les citoyens, de nombreuses industries, mais aussi les relations économiques mondiales, pour ne produire que des carburants. Par conséquent, pour s'assurer de maintenir le rythme actuel des machines faisant vivre leurs économies, les " gouvernements [du Nord] et leurs entreprises prévoient d'encourager, surtout dans les pays du Sud, les cultures destinées à la production de biodiesel et d'éthanol."13

Quel intérêt pour les pays du Sud?

Là-bas, les gouvernements sont soit vendus à ou forcés d'accepter la doctrine néolibérale: ouverture des marchés et développement par la simple croissance économique, transformation d'économies autochtones locales et à petite échelle en cultures d'exportation où les paysan-nes n'en sont plus mais deviennent des salarié-es, *ad nauseam* - comme le gouvernement colombien d'Uribe, dont le ministre de l'agriculture affirme : " Très bonnes nouvelles pour les agriculteurs: d'énormes marchés supplémentaires et, donc, des prix internationaux et nationaux élevés "14. Dans ces pays, il y a des terres fertiles propice à " la réintroduction de l'économie coloniale de la plantation, redéfinie pour fonctionner selon les règles du monde moderne, néolibéral et globalisé " (GRAIN). Cet ordre des choses sert les intérêts économiques des pays du Nord, en maintenant le Sud dans son rôle de producteur de matières premières destinées à l'exportation pour les marchés riches, les rendant ainsi politiquement plus contrôlables car toujours plus dépendants des importations alimentaires et manufacturières provenant des pays développés. Également, ce modèle économique implique une contre-réforme agraire concentrant les terres entre les mains des investisseurs, la disparition de la paysannerie et l'établissement du salariat pour toute cette frange de la population (enfin, celle qui ne se retrouve pas simplement dans la misère abjecte des déplacé-es), finalisant son entrée dans le Marché, toujours accompagné de son corrolaire, un contrôle social accru, amélioré, homogénéisant, non-propice à la contestation et aux luttes émancipatrices.



Tout ceci sert aussi une certaine classe, oligarchique et possédant un fort pouvoir politique dans ces pays. En Colombie, par exemple, les groupes paramilitaires voulant légaliser les terres et l'argent volées, ainsi que les grands groupes producteurs de sucre voulant augmenter leur marge de profit, ont fait des pressions sur le gouvernement pour que celui-ci établisse toutes sortes de lois bourrées d'avantages économiques pour les productions destinées aux agrocarburants. Ces mêmes lois servent aussi à encourager les paysan-nes, déjà étranglé-es par des marchés saturés de produits étrangers à prix plus compétitifs, à changer leur production et à abandonner leurs terres.

Et tourne joyeusement la roue du Développement économique!

Les " biocombustibles " sont un des meilleurs exemples actuels de récupération, désémentation et détournement d'une image et d'un message (" Sauvons la planète! ") pour le bénéfice d'une poignée de riches investisseurs, au détriment de tout le reste. Ces méthodes sont un apanage classique du Capitalisme, dans tous les secteurs; ne soyons pas dupes!

Si, comme le dit Henry Kissinger¹⁵: " Qui contrôle le pétrole contrôle des nations entières; qui contrôle la nourriture contrôle les gens ", que fait-on quand un produit vendu comme écolo donne autant de pouvoir sur les deux à une poignée de transnationales?

Pour en savoir plus:

<http://www.grain.org/go/agrocarburants>[fr - aussi en eng et esp]

<http://mavalencia.blogspot.com/2007/10/el-negocio-de-los-agro-combustibles-y.html>

<http://www.wrm.org.uy/bulletinfr/112/vue.html>

11 Revue Seedling - GRAIN, Op. Cit., citant Brian Tokar, "Running on Hype", Counterpunch, novembre 2006. <http://tinyurl.com/w5swf>.

12 16% du blé canadien est dédié à l'élevage national et 71% à l'exportation, selon les derniers chiffres disponibles - Un coups d'oeil sur l'agriculture, Statistique Canada;<http://atlas.nrcan.gc.ca/site/francais/maps/economic/agriculture/agriculture1996>.

13 Bulletin 112 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales, nov. 2006 - www.wrm.org.uy/bulletinfr/112/vue.html.

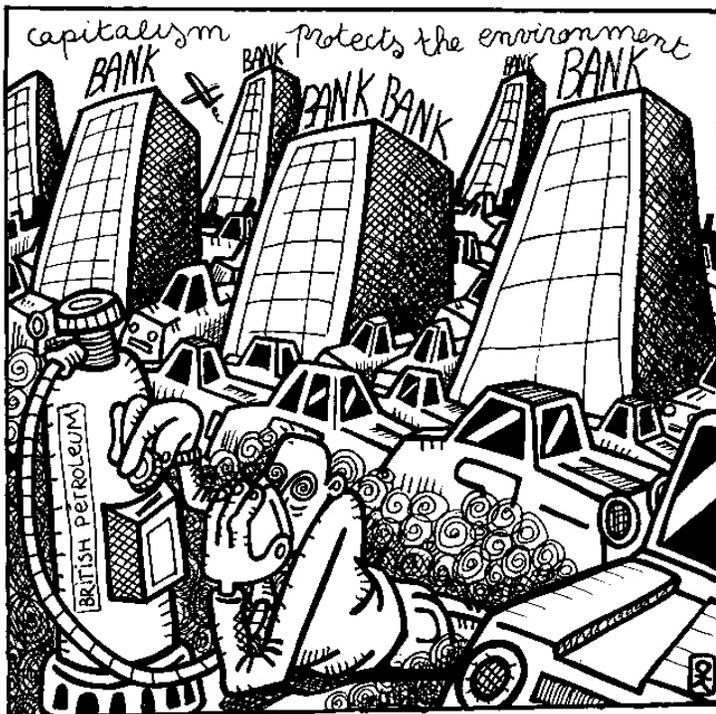
14 Traduction libre de Andrés F. Arias (Ministre colombien de l'Agriculture et du Développement rural - Biocombustibles en Colombia, 6 février 2007 - <http://web.presidencia.gov.co/columnas/columnas215.htm> [esp].

15 Diplomate américain ayant occupé le poste de Conseiller à la Sécurité nationale et de Secrétaire d'État du gouvernement Nixon et ayant baigné dans le coup d'État au Chili (" Nous n'allons pas laisser un pays basculer dans le communisme à cause de l'irresponsabilité de ses citoyens "), la poursuite de la guerre du Viet-Nam et l'invasion du Timor Oriental, entre autres. "Control the oil and you control entire nations; control the food and you control the people"

LES AGROCOMBUSTIBLES AU CANADA

Dans son programme environnemental, le gouvernement Harper a récemment annoncé l'obligation de 5% d'éthanol dans l'essence au Canada en 2010, ce qui équivaldrait à entre 2 et 2,5 milliards de litres. En 2003, l'essence à l'éthanol représentait 7% de la production canadienne; ce serait 35% d'ici 2010. Pourtant, même selon Environnement Canada, il n'y a pas vraiment de différence entre les émissions de gaz de l'essence ordinaire et celle à 10% d'éthanol. De plus, l'éthanol offre à peine plus d'énergie que ce qu'il en coûte pour le fabriquer, peut-être même moins ! Alors pourquoi cette mesure et des programmes comme le Programme d'expansion du marché de l'éthanol ? *Pour le business...*

Habituellement, le Canada produit un peu moins de 50 millions de tonnes de grains par année (blé, orge, maïs, avoine, seigle) et en exporte la moitié. Les agrocombustibles représentent un nouveau débouché pour les céréales canadiennes: la production augmente d'année en année, surtout pour le maïs, et conséquemment les prix baissent - ils sont maintenus artificiellement par les subventions. Également, la rhétorique sécuritaire est présente : l'énergie consommée au Canada provient de pays étrangers - Iraq, Nigéria, Venezuela, Arabie Saoudite, etc. Sous des arguments environnementaux et économiques (et nationalistes), on assiste donc à un véritable lobby pro-éthanol de la part des associations d'agroindustriels canadiens (à ma connaissance c'est la même dynamique aux États-Unis), pour en fait renflouer leurs poches. Car cette nouvelle demande de céréales provoque une hausse générale des prix, même des céréales destinées à la consommation humaine. Si tout le gaz canadien contenait 10% d'éthanol, on calcule que 8 à 9 millions de tonnes de grain seraient nécessaires - près du cinquième de la production canadienne. Globalement, les prédictions sont que dans 10 ans, 1/3 du maïs au Canada et aux États-Unis, 55% des oléagineux en Europe et 60% de la canne à sucre au Brésil serviront à la fabrication d'éthanol.



1 plein d'essence = 190 kilos de maïs, ce qui équivaut en kilocalories à 347 jours de consommation de nourriture pour un adulte...

D'ailleurs, selon un de ces lobbies - www.greenfuels.org - ce n'est pas de la nourriture qu'on utilise pour faire des agrocombustibles, car les céréales utilisées pour la fabrication de l'éthanol sont celles qui ont moins de valeur, ou encore les grains de moins bonne qualité et les cultures endommagées. Face à cette argumentation, je me questionne en fait sur la surproduction agroindustrielle de si peu de variétés de céréales, car réellement les agrocombustibles sont pour écouler des surplus : ceux qui arrosent de milliers de litres de pesticides chimiques les champs se foutent bien de " l'avenir de la planète " !

Au Québec, ouvrait la première usine d'éthanol fin juin 2007, à Varennes par la compagnie Éthanol Greenfield (la plus grosse compagnie d'éthanol au Canada) qui produira plus de 120 millions de litres d'alcool d'éthanol par année, à partir de quelque 300 000 tonnes de maïs québécois, soit environ 10% de la production de la province ! Cette ouverture a été chaudement applaudie par *Pro-éthanol*, un lobby de 500 producteurs agricoles, fournisseurs de maïs et actionnaires de l'usine. **Au Québec, la production de maïs était presque inexistante il y a 30 ans, alors que c'est la plus grosse aujourd'hui, avec plus d'un millions d'acres (plus que toutes les autres productions réunies) des plus belles terres agricoles de la province!** Elle a augmenté de 26% en 2007 ; 15% de plus avec l'ouverture de l'usine de Varennes. Et déjà la moitié des pesticides employés en agriculture au Québec sont destinés à la culture du maïs.

Devant l'augmentation de la controverse, au Québec, le Conseil des ministres a accordé une réglementation accrue de l'utilisation de pesticides dans la production de maïs. Et l'on affirme que l'usine de Varennes sera la dernière usine éthanol-maïs au Québec : on vise maintenant l'éthanol-cellulosique, qui serait plus écolo... 6.5 millions ont été investis pour deux usines en Estrie dans cinq ans. En plus des résidus forestiers, les plantes promues sont le sorgho (Afrique), le panic érigé, chanvre (Asie), millet japonais (Inde) : des plantes qui poussent vite et beaucoup, et qui produiraient plus d'énergie par hectare.

Un exemple : la compagnie québécoise *Tectane* vante le " sorgho sucrier ", une plante d'origine africaine. Leur production se fait en Chine pour la consommation québécoise. Mais attention : cette plante miraculeuse peut nourrir le bétail et les humains, servir à la construction de maison, se transformer en papier, et bien plus car les travailleurs chinois ont la chance de devenir " technicien " ! On plante une culture étrangère dans un pays où j'imagine bien sûr que les habitants ne savaient ni se nourrir ni se loger, pour faire rouler un système de surconsommation énergétique dans notre beau pays. Et quelle est la différence avec la palme en Colombie? Aucune tête ne semblerait avoir été coupée...

La Colombie en quelques mots

Horizontal

1. Entreprise des EU vendant le produit utilisé dans les campagnes de fumigation de la dite «Guerre contre la drogue »
2. Ce dont rêvent les Colombiennes mais qui restera impossible sans de profonds changements socio-économiques.
3. Tubercule qui se retrouve dans l'assiette typique colombienne.
4. Département par lequel passe le plus important oléoduc du pays, lequel appartient à des compagnies états-uniennes
5. Chef d'accusation courant parmi les prisonnier-ères politiques.
6. Situation qui caractérise la Colombie mais dont l'existence est niée par le président.
7. Dans un contexte de diminution des réserves pétrolières des E-U et de leurs alliés, nouveau produit au déguisement écologique vanté par les E-U et la Colombie et qui s'obtient entre autres par l'huile de palme africaine.
8. Organisation paramilitaire
9. Prédécesseur d'Uribe au siège présidentiel.
10. Monocultures d'exportation implantées via le vol de terres et le déplacement des populations.
11. Céréale accompagnant les plats typiques. Ancien produit national, la majorité est maintenant importée.
12. Oléoduc stratégique. L'administration Bush a investit 1,3 milliards pour sa protection.
13. Institut régissant les prisons colombiennes.
14. Techniques inefficaces de lutte contre la drogue responsable de la contamination des terres agricoles et des cours d'eau générant des déplacements de population et des troubles de santé allant du cancer aux malformations congénitales.
15. Plus de trois millions de personnes le sont en Colombie (dont un million sous le mandat d'Uribe)

Vertical

16. Organisme génétiquement modifié
17. Département de sécurité nationale dont l'ancien directeur est actuellement en prison pour sa participation dans la structure paramilitaire.
18. Organisation nationale des autochtones de Colombie
19. Terme populaire (esp.) pour «paramilitaires».
20. Président actuel ayant fait modifier la Constitution pour permettre sa réélection à un second mandat consécutif.
21. Police anti-émeute responsable de l'assassinat d'étudiants.
22. Adjectif qualifiant ironiquement la politique de sécurité du gouvernement d'Uribe.
23. Porte de secours pour laquelle ont dû opter plus d'un demi million de Colombiens et Colombiennes.
24. La Colombie en est le plus grand exportateur au niveau mondial.
25. Culture traditionnelle du continent américain dont la majorité de la production commerciale tend actuellement à être de souche génétiquement modifiée.
26. Céréale importée d'Amérique du Nord.
27. Guérilla comptant la plus grande capacité militaire.
28. Machine traditionnelle pour extraire le jus de la canne à sucre.
29. Nouveau terme ayant vu le jour suite aux multiples scandales concernant la participation d'élus dans la structure paramilitaire.
30. Exigence des victimes de crimes d'État laquelle est passée sous silence au sein de l'actuel processus de dite démobilisation paramilitaires.
31. Un des six produits d'exportation sur lequel mise le gouvernement (huile de palme, caoutchouc, café, teca, fruits exotiques et...) et dont la culture intensive appauvrit le sol.
32. Institut national syndical.
33. Organisation féministe présente dans les quartiers populaires et les régions rurales du Magdalena Medio.
34. Culture ancestrale des autochtones andins et qui, malgré les désastreuses tentatives dans ce sens, sera impossible à éradiquer sans alternative durable pour la petite paysannerie.

! Corrigé dans le prochain numéro !

4 bonnes raisons pour **Arrêter les**

Les Jeux Olympiques de 2010, qui auront lieu à Vancouver-Whistler, nous apparaissent comme un important point de mobilisation, tant pour les peuples autochtones que pour tous les gens soucieux de s'opposer à des projets destructeurs. Les impacts de ces Jeux demandent une réponse claire et vigoureuse afin d'empêcher que cette entreprise capitaliste d'envergure n'atteigne ses objectifs sans remous et pour nous permettre de renforcer les réseaux de solidarité entre acteurs-trices du changement social.

Pourquoi le PASC appuie cette lutte?

Le PASC est membre du Bloc-Montréal de l'AMP (Action Mondiale des peuples – www.agp.org), comme action concrète imbriquée dans notre localité. Ce réseau a été l'une des origines des mobilisations contre le Sommet de Montebello sur le Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité (PSP) en août 2007. Quel rapport avec la Colombie, nous direz-vous? Le fait qu'il s'agisse d'un système global ayant partout les mêmes dynamiques et les mêmes conséquences: vols de territoires, intérêts économiques priorisés au détriment des volontés et des besoins populaires, lourdes conséquences environnementales...

Notre prise de position en solidarité avec des communautés en résistance en Colombie inclut des actions de dénonciation et d'information au Canada et nous confirme la nécessité d'appuyer les luttes au niveau local, en tant que partie intégrante d'un réseau global d'opposition à l'Ordre mondial actuel.

Les peuples autochtones du Canada font face à la disparition de leurs terres et de leur culture; stoppons la colonisation ici comme au Sud!

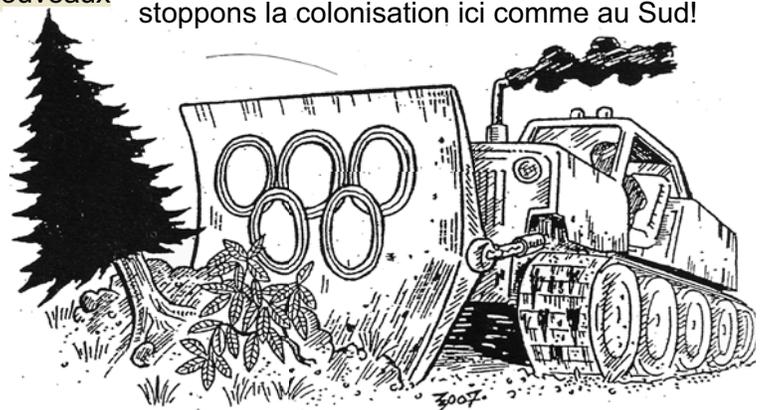


(NON À) DES OLYMPIQUES SUR DES TERRES AUTOCHTONES VOLÉES!

La majeure partie des terres constituant la Colombie-Britannique n'a jamais fait l'objet de traité, signifiant que l'occupation et l'utilisation actuelles sont illégales en vertu des lois canadienne. La Colombie-Britannique et le Canada n'ont aucune juridiction dans la souveraineté des nations et territoires autochtones. Les peuples autochtones continuent d'être (dépourvus) de leurs terres et de vivre dans les pires conditions socio-économiques du pays. 2010 n'améliorera pas la situation (sauf pour ce qui est des quelques emplois à court terme) tout en ajoutant aux pertes de territoires et de ressources pour les générations futures.

Destruction écologique et invasion corporative

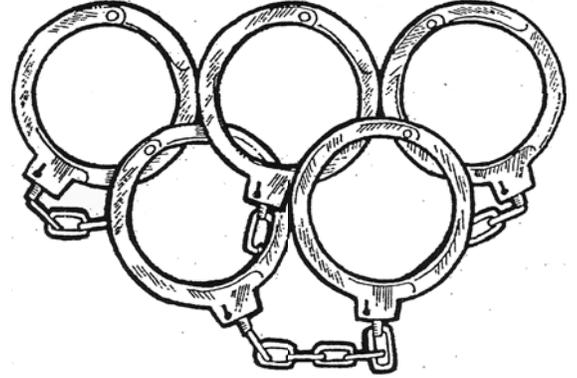
C'est avec des milliards tirés des fonds publics que se payent les prolongements d'autoroutes et les nouveaux ponts, chemins de fer, routes, ports et constructions immobilières nécessaires aux Olympiques de 2010, tous des projets entraînant plus de destruction d'écosystèmes montagneux, partie importante de la vie autochtone de la région. Ces infrastructures servent surtout à attirer des investisseurs, afin de permettre une "meilleure" exploitation des ressources naturelles (minerais, gaz, pétrole), ainsi que des développements immobiliers et de stations de ski.



Olympiques de 2010!

Principes de l'Action mondiale des peuples

1. un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.
2. un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.
3. une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le "lobbying" puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.
4. un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien des luttes et des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial
5. une philosophie organisationnelle basée sur la décentralisation et l'autonomie.



2010: État policier!

Le budget prévu pour la sécurité pendant les jeux est de 175 millions de dollars, ce qui inclut plus de 10 000 policiers, militaires et agents de sécurité, qui occuperont Vancouver et Whistler. Déjà, les bavures policières ont débuté, avec des abus envers, les itinérant-es, les pauvres et autres "parasites" évincé-es des hôtels et harcelé-es dans la rue.

Itinérance, pauvreté et dette

«Je regarde vers le futur et je vois la destruction de nos terres par un faux espoir répandu parmi nos gens, comme il y a de nombreuses années quand l'Homme blanc est venu pour la première fois et a promis, puis a seulement donné des «bidules», des perles et des couvertures empoisonnées. Les emplois et l'argent promis ne dureront que quelques jours et notre terre sera détruite pour des centaines d'années.

Je regarde vers le futur pour les 7 prochaines générations; les Jeux ne pensent qu'à 2010, dans 7 ans, pour une fête de 3 semaines.»

- Rosalin Sam, Lil'wat, MtCurrie
Juin 2003

En réponse à la décision du Comité olympique international de tenir les Jeux de 2010 à Vancouver-Whistler



Depuis 2003, des centaines de résident-es à faibles revenus ont été évincé-es des pensions abordables du centre de Vancouver, pour faire place à des établissements plus rentables. Pendant que des milliards sont donnés aux compagnies de construction, les services sociaux et de santé sont coupés. Au bout du compte, ce sera la population et les générations futures qui auront à payer cette dette immense que nous auront laissée les promoteurs.

Images et textes (librement traduits et adaptés) tirés de « No Olympics on stolen Land - Ressources for Anti-2010 Resistance » par Warrior-Publications@hotmail.com, 2007.

LE CATATUMBO :

CONFLIT ARMÉ, FIRMES TRANSNATIONALES ET ORGANISATION PAYSANNE

Extraits d'une entrevue réalisée en novembre 2007 avec un leader du Comité d'intégration sociale du Catatumbo (CISCA), une région qui subit aujourd'hui une recrudescence du conflit armé lié à l'intérêt des transnationales pour ses ressources naturelles.

Réalisation : Red de Hermandad y Solidaridad con Colombia
Traduction : PASC

Racontez-nous un peu l'histoire du processus social et ce qui se passe en ce moment dans la région du Catatumbo.

Nous, les paysans qui vivons dans la région du Catatumbo, sommes arrivés ici à la recherche de travail à travers un processus de colonisation graduelle des terres. Notre territoire est situé à la frontière du Venezuela. Son sous-sol est riche en charbon et en pétrole et on y trouve une impressionnante biodiversité. La rivière Catatumbo le traverse, il s'agit du principal affluent du Lac Maracaibo du Venezuela. Le Catatumbo est le territoire du peuple Bari, des autochtones qui l'occupent depuis des siècles et qui aujourd'hui le partagent avec les paysans à travers un travail communautaire conjoint tel que la production d'aliments et les actions de résistance.

Nous vivons dans une région abandonnée par les gouvernements successifs qui n'a jamais atteint les niveaux de développement que tout être humain mérite. Cet abandon se reflète dans le peu de routes qui permettent d'accéder à la région, l'absence de possibilités de commercialiser les produits des paysans, l'isolement, la négation du droit à l'éducation et à la santé et l'impossibilité d'avoir une maison digne de ce nom.

C'est dans ce contexte que naît le Comité d'intégration sociale du Catatumbo (CISCA) qui tente de construire une proposition de permanence sur le territoire et de défense de la vie. Le CISCA rassemble tous les habitants du Catatumbo : professeurs, travailleurs, ouvriers, paysans, autochtones Bari, femmes, enfants, personnes âgées, afin que nous puissions continuer à vivre dans le Catatumbo et à nous opposer à l'intention de l'État de chasser les gens de la région pour y exploiter ses ressources naturelles. La



stratégie de l'État vise en effet à déloger les habitants afin de laisser aux entreprises transnationales les richesses du charbon et du pétrole et de leur permettre d'implanter des cultures stratégiques comme la palme africaine, le cacao, le caoutchouc et la Higuera, qui nous sont proposées mais auxquelles nous nous opposons.

Il y a une très vaste monoculture de palme africaine dans le Bas Catatumbo où les paramilitaires exercent un contrôle territorial depuis 1999. Suite à la dite "démobilisation" des paramilitaires en 2004, des cultures de palme se sont implantées dans la région et les intérêts des transnationales pour l'exploration et l'exploitation minière et pétrolières se sont accrus (15 000 hectares sont sollicités pour l'exploitation du charbon à ciel ouvert). Il y a une relation très importante entre la stratégie paramilitaire et ce qui se passe actuellement quant à l'exploitation des ressources et ses répercussions pour nous tous qui habitons le Catatumbo.

Quelle est la proposition de votre organisation ? Et quelle a été la réponse de l'État face aux exigences que vous avez présentées ?

Pour faire face à cette situation, nous nous sommes organisés afin de construire une proposition que nous appelons notre "Plan de vie" où nous avons commencé à nous questionner sur ce que nous voulons, ce que nous méritons, quels sont nos droits et également à prendre conscience qu'il y a un État responsable de ce qui nous arrive. Notre "Plan de vie" c'est notre proposition afin de pouvoir vivre dans notre territoire.

La réponse du gouvernement consiste à ignorer toutes les initiatives populaires de la région et à y envoyer des militaires. L'unique présence de l'État dans cette région c'est celle de la Brigade mobile XV et de la Brigade XXX et de la nouvelle Brigade XXX. Il s'agit d'une présence militaire massive pour une région comptant seulement 250 000 habitants et 8 municipalités. Cette unique "aide" de l'État qu'est la présence militaire apporte aux communautés une série d'attaques qui s'accroît actuellement via les exécutions extrajudiciaires. Cette année (2007), ces assassinats ont atteint le nombre de 30. Trente morts, habitants de la région, étrangers au conflit armé mais qui ont été présentés par la force publique comme des guérilleros morts au combat.

La manière dont on attaque le simple paysan nous inquiète

énormément. Maintenant, nous ne pouvons plus nous promener seuls car à tout moment peut survenir une fusillade qui se soldera par l'annonce de la mort d'un "guérillero tombé au combat" alors qu'il s'agissait d'un paysan ramenant le marché pour sa famille ou sortant sa récolte vers la ville. Depuis février (2007), nous faisons face à cette situation qui semble répondre à une décision stratégique de systématiquement exécuter tout ceux qui vivent dans la région du Catatumbo.

Il y aurait plusieurs cas à citer. Eliécer Ortega a été arrêté par l'Armée dans la région de Bobalí puis est réapparu à la morgue de Ocaña, rapporté comme étant un guérillero mort au combat alors que c'était un paysan de la région. Carlos Daniel Martínez de San Calixto, âgé de 50 ans, a pour sa part rencontré l'Armée lorsque les soldats sont arrivés à sa demeure. Il a été assassiné et reporté comme guérillero mort au combat. Il y a également le cas des deux jeunes garçons qui ont été arrêtés par les militaires et dont on a retrouvé les cadavres dans le fleuve. Ce sont déjà 30 morts cette année et cette situation continue... Nous avons déjà dénoncé ce type d'atrocités directement aux commandants des Brigades et également à la Viceprésidence de la République et au Ministre de l'Intérieur.

C'est très préoccupant parce que les succès des Brigades de l'Armée se comptent grâce aux paysans morts et faussement rapportés comme guérilleros. Nous sommes conscient du conflit armé qui se mène dans notre région mais nous exigeons que la population civile en soit tenue à l'écart, qu'on la distingue du combattant. Nous, tout ce dont nous avons besoin c'est un lopin de terre à labourer pour élever une famille. Nous ne sommes pas dans un soulèvement armé, nous ne manifestons rien d'autres que notre désir de rester dans la région et d'y construire un projet de permanence sur le territoire.



Mais, ces attaques de l'Armée contre la population civile répondent, selon vous, à la nécessité de montrer des résultats positifs dans la lutte contre les groupes rebelles ou plutôt à une stratégie pour inciter au déplacement de la population afin de laisser libre cours à l'implantation de monocultures et à l'exploitation du charbon et du pétrole ?

Les Brigades militaires ont été fondées dans notre région sous le prétexte de la lutte contre-insurrectionnelle pour en terminer avec la présence de la guérilla dans la région. Toutefois, nous croyons que cette stratégie militaire est avant tout destinée à sécuriser les intérêts des entreprises pétrolières et des transnationales, de ceux qui viennent exploiter le charbon, planter la palme africaine, privatiser l'eau. En outre, la présence militaire a pour but de sécuriser la région frontalière afin d'endiguer le projet bolivarien du Venezuela. De plus, cette stratégie est celle de la terreur et de la stigmatisation de tous ceux qui vivent dans cette région. Les militaires passent de village en village pour annoncer que les Aguilas negras (groupe paramilitaire) arrivent. Parfois, ils disent aux paysans "pourquoi vous ne partez pas ? pourquoi vous ne sortez pas de la région ?". Il est évident que ces manoeuvres visent à nous apeurer pour que nous nous déplaçons, il y a donc un intérêt à voir se vider le territoire peu importe la manière adoptée, la criminalisation, la judicialisation, les détentions, les assassinats, la terreur, etc. De ce que nous comprenons, s'il y a une lutte contre-insurrectionnelle qui se livre, celle-ci est prioritairement destinée à offrir les conditions de sécurité aux transnationales qui exploitent dans la région.

Nous ne sommes pas là pour gêner l'État colombien et nous ne sommes pas non plus l'obstacle des entreprises transnationales, la seule chose que nous voulons crier au monde, à tous les peuples, c'est que nous aussi nous voulons faire le nécessaire pour être pris en compte, pour que nous soyons reconnus comme personnes humaines habitant un territoire riche en ressources naturelles mais abandonné par l'État et que tout ce que nous avons obtenu jusqu'à ce jour, ça été le produit de l'autogestion et des initiatives communautaires. Le minimum que nous exigeons c'est qu'on nous laisse habiter ces terres éloignées. Si le gouvernement colombien ne s'intéresse pas aux gens mais uniquement aux ressources du Catatumbo qui enrichissent les transnationales, nous, c'est la Vie qui nous intéresse, pour nous, le plus important reste la vie, celle développée en harmonie avec la nature.

Depuis le Catatumbo, une embrassade fraternelle à tout ceux et celles qui construisent la résistance dans le monde.



CONVERSATION DEPUIS LES ENTRAILLES DE LA BÊTE, NO 1 (PRISON LA PICOTA)

Ce texte émerge de nos conversations avec les prisonniers politiques de la picota. Ces réflexions et impressions émergent de nos liens affectifs avec nos collègues "d'en dedans", mais plus que tout elles naissent de nos engagements politiques et quotidiens réciproques. C'est pour cette raison qu'il nous semble si important de visibiliser la situation des camarades sequestrés dans les austères cachots de l'Etat, et ainsi lancer un cri pour briser l'apathie et la résignation de cette société mécanisée elle-même forcé d'oublier notre histoire. Nous prétendons diffuser et faire connaître ce qui se vit en dedans, le traitement que subissent nos camarades, et la grande farce que sont les prisons. Parce que la resocialisation dont on parle tant n'est qu'une idée sur papier, une simple loi perdue dans les archives de l'INPEC (Institut National Pénitencier et Carcéral) et un outil efficace pour nous faire taire et faire oublier notre lutte politique à coup de violence et d'isolement.

QUE SE PASSE-T-IL QUAND ILS NOUS ENFERMENT: Étant privée de leur liberté la grande partie des détenus politiques perdent le contact direct avec leurs organisations et donc avec le travail politique qu'ils réalisaient. Cette fragmentation entre la réalité et son implication politique est un emprisonnement en dehors du monde et de la réalité que vit le pays. Le sentiment d'être seul commence alors à entrer dans les esprits et la sensation d'avoir été oublié pour ce qui est arrivé devient un cauchemar qui nous hante jour et nuit. Les possibilités de s'organiser politiquement sont plutôt compliquées, et pire encore si tu es identifié comme prisonnier politique les possibilités d'accéder à un emploi de formation académique est presque impossible. Les camarades se retrouvent donc complètement isolés de tout travail politique direct ce qui le plus souvent entraîne un sentiment d'inutilité et une perte directe d'engagement. En dedans, le travail politique se résume à l'organisation de l'entretien et la mise en ordre du patio; qui fait le ménage et qui s'occupe de quoi, bien que la majorité du temps les organisations n'arrivent pas même à se réunir pour s'occuper de ce minimum. Devant les difficultés d'organisation, les prisonniers politiques du patio 2 de la picota ont, il y a quelques mois, décidés de s'organiser et d'adopter des accords concrets quant à l'organisation politique. C'est ainsi qu'ils ont créé le comité de cohabitation. Ce comité s'occupe de l'entretien et de l'organisation générale du patio et des passerelles, mais le travail ne se réduit pas à cela. Organisés par passerelles (5

dans chaque patio), dont sont en charge deux " passerelleux", le travail principal est de renforcer les relations entre prisonniers sociaux et prisonniers politiques par le dialogue direct et dans certains cas par du travail plus en profondeur, tout ceci dans l'idée de ne perdre en aucun moment sa dignité et d'une certaine façon l'équilibre politico-personnel. Il y a des activités spécifiques comme le contrôle des drogues, qui dans la majorité des cas sont introduites par le personnel carcéral qui profite des bénéfices économiques du trafic. L'usage de drogue est donc pratiquement restreint, et pas seulement pour des questions moral ou de jugement, mais parce que la consommation de drogue dans un pénitencier devient une fuite facile face à l'emprisonnement et l'ennui, et fini par détruire l'individu le faisant sombrer dans l'abîme de l'apathie et de la résignation, de l'inertie et du vide... Les cas concrets d'utilisation par l'Etat de la drogue comme moyen de détruire les mouvements révolutionnaires (panthères noires) nous les connaissons bien et l'expérience montre comment il est capable d'en finir avec les bases et les fondements les plus solides d'une organisation révolutionnaire. Les comités de cohabitation se chargent également de recevoir les nouveaux détenus, leur faire connaître la situation d'en dedans, leur montrer les conditions de vie de la prison et paradoxalement leur ouvrir des espaces d'organisations inespérés en prison. L'appui psychologique aux nouveaux détenus est une autre tâche des comités de cohabitation, les nouveaux détenus étant dans la majorité des cas éloignés de leur lieu d'origine ce qui provoque un grand manque affectif que l'emprisonnement accentue et souvent rend impossible à gérer.

Depuis ces 7 mois d'existence, le comité de cohabitation a obtenu des victoires très importantes pour les détenus, mais surtout il est une arme pour affronter l'hostile réalité qui s'y vit, ce qui représente une lutte directe contre cet absurde état de fait.

Il y a quelques années il existait des tables de travail composées d'élus et dirigées par les détenus eux-mêmes, elles furent d'une grande importance pour l'organisation politique interne des prisons. Aujourd'hui elles ont été réduites à des comités de droits humains qui sont dirigés par le directeur de la

prison, et c'est précisément lui qui décide qui y participe ou non. Récemment, au sein des comités de droits humains se fait sentir une organisation qui peu à peu se fortifie, bien qu'il ne s'agisse pas d'une élection directe ni d'une organisation des et par les détenus, il s'agit d'un outils utile pour articuler et établir des rapprochements entre différents patios et entre les détenus de tout le pénitencier. L'idée c'est de commencer à faire valoir les droits des détenus et visibiliser l'hostile inégalité qui se vit en dedans. Cette proposition surgit aussi de la nécessité d'organisation et de dialogue politique face à la réalité existante derrière les murs. Pour l'instant, une seule réunion à pu être réalisée, mais nous espérons avec anxiété (autant en dehors qu'en dedans) que cette grande oportunité ne soit pas anéantie et qu'elle serve d'instrument de lutte et d'organisation politique dans les prisons.

Un autre grave problème au sein de la prison c'est la perte d'identité politique. Certains camarades en viennent à oublier leur engagement pour la lutte sociale et transforment cette lutte en simple survie dans le pénitencier. Les idées politiques se trouvent réduites à un simple passé qui bien que très proche semble inatteignable dans la mémoire. Ne pas assumer cet engagement, tant en dehors qu'en dedans, c'est un évident et grave triomphe du système capitaliste qui tente de séparer et fragmenter chaque fois plus un mouvement interne qui n'est déjà pas si solidement constitué. Pour cette raison la question de la dignité et de l'engagement sont deux éléments rescapés par les prisonniers politiques et auxquels ils s'accrochent comme à une arme substantielle dans la lutte quotidienne contre l'angoisse, l'emprisonnement et l'étouffement.

Se reconnaître comme prisonnier politique est en soi un acte de courage et de témérité, et au delà de seulement le reconnaître, aussi l'assumer et le porter dans ses tripes à tout moment, à tout instant et où que ce soit.

Parce que la resocialisation derrière le mur se fait par les coups, la torture, les humiliations et les passages à tabas... Parce qu'à chaque instant ils te frappent, te marchent dessus, et parfois te mettent à terre... mais lorsque nous tombons, nous nous relevons avec plus de rage et plus de haine, et cette haine nous la transformons en force et en courage et nous en venons à surmonter l'absurde état des choses pour lequel nous nous retrouvons en dedans. Nos dents

s'assèrent, notre rage et notre haine s'organisent, notre vue se fait plus précise et nos yeux visent comme des flèches envenimées, ces mêmes yeux qui voient cet accord humanitaire dont nous faisons partie mais dont nous nous sentons mis à l'écart et exclus. Et bien que nous voyons cet accord comme nécessaire, nous n'acceptons pas un échange de moins contre plus, ou de numéros contre séquestrés. Nous prétendons et voyons comme nécessaire de nous faire voir comme ce que nous sommes, des militants de la lutte social, transformateurs de cette société, qui pour des motivations politiques et de dignité nous retrouvons ici, en dedans, séquestrés. Que les gens réagissent, qu'ils brisent leur bulle de cristal et se rendent compte de qui est le vrai terroriste, de qui sont les vrais criminels dans cet État de droit dans lequel on veut nous domestiquer. Parce que la vrai et la plus claire des violences c'est le subtil endormicement que crée l'apathie et la résignation, l'indifférence et la commodité. Avec notre poing et notre dignité en l'air, pas un pas en arrière... PARCE QU'IL Y A QUELQUE CHOSE DE PLUS GRAND QUE LA LIBERTÉ..... C'EST LA HAINE CONTRE QUI VOUS L'ENLÈVE !!!!

LIBERTÉ IMMÉDIATE À TOUTES LES PRISONNIÈRES ET PRISONNIERS POLITIQUES !!!!

(Croix noire anarchiste-Bogota- Croix noir d'en dedans - prison la picota)

Année 23 de l'ère Orwell





Au-delà des murs

Campagne permanente de solidarité avec les prisonniers et prisonnières politiques de Colombie

En Colombie, il existe 140 établissements pénitenciers où l'on retrouve, privées de liberté, 68 000 personnes qui, au jour le jour, affrontent une situation qualifiée d'« état de fait inconstitutionnel et de flagrante violation des droits humains » par la Cour Constitutionnel de Colombie, (sentence T-153/98). Parmi ces détenu-es, environ 7 200 le sont pour des motifs politiques.

Voir "Prisonniers et prisonnières politiques de la Colombie", *La Piedra*, no. 3 (printemps 2007), p.12-13

Considérés par l'État comme « l'ennemi interne dans la prison », leur condition en est d'autant plus vulnérable. Entassés comme du bétail dans les donjons du pouvoir, ces hommes et femmes qui, de par leurs voix, leurs poings et leurs écrits ont refusé le silence, sont effacés de la réalité sociale, bâillonnés face à l'histoire. Invisibles au sein de leur peuple, leur qualité d'être humain est soustraite au cadre de droits qui auréole les États démocratiques



Campagne de solidarite

En organisant une campagne de solidarité avec les prisonnières et prisonniers politiques de Colombie, nous souhaitons non seulement faire connaître la problématique carcérale mais également visibiliser le caractère idéologique de nos États "démocratiques" qui, outre le recours à la violence armée et économique, manipulent lois et droits en vue d'exterminer toute expérience populaire proposant des alternatives à cette société d'injustices.

Nous entendons réhabiliter le concept de "**délit politique**" et les droits d'objection de conscience et de rébellion qu'il implique dans un contexte mondial où la croisade anti-terroriste criminalise toute possibilité d'opposition à l'Ordre dominant et cela tant en Colombie qu'au Canada.

Leur Violence a une maison où mes soeurs et frères aiguisent leurs rêves sur les barreaux

Actions solidaires

✪ Travail de sensibilisation portant sur la réalité des prisonnier/ères politique

Ouvrir en Amérique du Nord l'espace pour aborder la problématique du terrorisme d'État et des tendances ultra-sécuritaires sous l'angle du concept, reconnu dans le droit international, de "prisonnier politique" afin de faire le lien avec d'autres situations au Canada et dans le monde, tel que les certificats de sécurité, la répression, la criminalisation de l'action politique, etc.

✪ Visites dans les prisons colombiennes et aux familles de détenu-es

Pour créer des espaces d'échanges avec les prisonnier/ères politiques et démontrer à l'administration pénitencière que ceux-ci ont des appuis internationaux. Pour rompre la marginalisation sociale des familles et dénoncer les menaces et persécution dont elles font l'objet.

✪ Correspondance permanente avec des groupes de prisonnier/ères politique

La majorité des prisonnier/ères politiques sont des militant-es sociaux qui, du jour au lendemain, se retrouvent coupés du monde, sans information et sans possibilités de participer aux débats sociétaux. La correspondance avec l'extérieur participe à briser leur isolement.

✪ Diffusion des écrits des prisonnier/ères politiques et appuis à leurs revendications

Dans *la Piedra* mais également sur notre site web et dans nos brochures nous publierons régulièrement des textes d'analyse et des écrits poétiques des prisonnier/ères politiques de Colombie.

✪ Appui au *Comité de Solidaridad con los Presos Políticos*

Organisation colombienne fondée en 1973 pour défendre et promouvoir les droits humains des personnes détenu-es pour des motifs politiques via l'accompagnement psychosocial et le soutien juridique.



Dans ces dépôts d'êtres humains dans lesquels on nous sequestrent, la torture psychologique est quotidienne. Ils nous détiennent pour des années même si nous sommes innocents, ils nous gardent 1, 2 ou 3 ans pendant le procès sans présenter aucune preuve contre nous. Ensuite, lorsqu'arrive la condamnation ou l'absolution et que nous retournons chez nous, nous nous retrouvons sans épouse parce qu'elle nous a abandonné et sans biens parce que l'avocat a pris le peu que nous avons, nous ne pouvons pas non plus trouver d'emploi parce que nous avons des antécédents judiciaires. Ils prétendent ainsi nous détruire moralement après nous avoir sequestré dans des cachots loin de nos régions là où nos familles ne peuvent pas nous visiter pour des raisons économiques.

(...) Ils nous obligent à vivre dans des cellules étroites comme leurs consciences où vivent deux ou trois reclus dans des cellules prévues pour un seul. Nous devons cohabiter avec des toxicomanes et des pervers, nous nous heurtons alors brutalement contre une société corrompue et sans valeurs, une société en décomposition sous le joug de ceux qui contrôlent les pouvoirs et s'assurent que personne n'agissent contre ce statu quo. (...) Si nous ajoutons à ces problèmes les services d'eau et d'égouts défectueux responsables de la propagation des maladies ainsi que l'état pitoyable des services de santé la situation carcérale se convertit en une bombe à retardement.

Prisonniers Politiques, Pénitencier La Picota,
Bogota août 2007



POESIA DESDE LA CARCEL

Poème écrit par un prisonnier de la prison La Picota, transmis par la *Cruz Negra Desde Dentro - Cárcel la Picota* et la *Cruz Negra Anarquista - Bogota*

Nací Libre

Nací poeta,
Más nació libre
Corrijo: No busco en mí letra
honor o riqueza
Así que no temo la furia dantesca
del conde, del rico
que cubre la ofensa
y calla la voz
aún la del poeta.

Más yo nació libre
no existe en mí testa
un punto siquiera
de leve inconsciencia
no vivo pensando
¿Qué dirá la gleba?
¿Qué dirá la iglesia?
porque "yo soy libre"
soy como soy
y prefiero así morir
a ser marioneta.

Issu d'un processus de création collective, le film *L'empire de la palme: Crimes d'État et résistance civile en Colombie* présente la lutte de communautés paysannes du Chocó qui résistent au projet agro-industriel de palme africaine implanté illégalement sur leur Territoire collectif. Les communautés racontent comment l'État colombien a utilisé la stratégie paramilitaire pour s'approprier leurs terres au profit d'intérêts privés. Tout en faisant ressortir toute la destruction environnementale et sociale qui se cache derrière ce projet agro-industriel comme exemple concret du développement capitaliste qui s'implante à feu et à sang, le documentaire met également de l'avant la dignité, le courage et l'espoir de ces femmes et de ces hommes qui résistent encore aujourd'hui malgré la répression et la violence.



Le Projet Accompagnement Solidarité Colombie est un collectif basé au Québec qui travaille à créer un réseau de solidarité directe avec des organisations et des communautés colombiennes en résistance pour la Vie, la Dignité et l'Autonomie.

Pour plus d'info, visitez le: www.PASOC.ca